

le monde **libertaire**

« Il n'y a plus de limites à la grandeur de l'Amérique... », déclarait Bush le soir de sa réélection.

L'Empire en ordre de marche



M 02137 - 1375 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Autant que savoir, douter me plaît »

Dante

hebdo n° 1375

du 11 au 17 novembre 2004

Sommaire

L'autruche s'enrhume par F. Ladrissi, page 5

SNCF, la CGT fait un pas de plus vers la cogestion, page 6

Alliance des Trotskyistes et de **Tariq Ramadan**, pour l'**Anarcho-Capitalisme**, par V. Benito, page 7

Crépuscule des luttes dans la **presse quotidienne**, par Sitting bull, page 8

Une **idole** s'en va, par Olivier, page 9

Jeunes **chercheurs** en quête de considération, par Gwénolé, page 10

Impressions **tchéchènes**, page 12

Garçons, **loufiats**, esclaves du luxe, page 14

Services publics, l'actualité, par J. Langlois, page 15

Des **Sardes** contre la prison, page 17

Sois **jeune** et achète, par N. Potkine, page 18

Pour une **mort** digne et volontaire, par A. Bernard, page 19

La **lutte des classes** sur les planches, par J.-P. Levaray, page 20

La FA contre le **sexisme**, page 21

Vie du mouvement, page 22

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0609 C 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

Couverture : Winston Smith.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n°s	☐ 20	☐ 32	☐ 27
6 mois 25 n°s	☐ 38	☐ 61	☐ 46
1 an 45 n°s	☐ 61	☐ 99	☐ 77
Abonnement de soutien	☐ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



YASSER ARAFAT aura-t-il eu le mauvais goût de mourir pendant le ramadan ? La semaine dernière le monde entier se tournait angoissé vers l'Amérique, cette semaine c'est vers un vieillard cacochyme au bout de sa vie de pistolero désespéré. Pathétique, comme cette misère du journalisme qui s'accroche *ad nauseam* à l'info la plus ténue et la plus insignifiante. Si la photo est bonne... nous chantait si bien Barbara. Les pages nécros déjà sont prêtes, y'a pu qu'à faire péter les rotos et mettre sous pression la régie publicitaire pour qu'elle fasse grimper les tarifs. La mort est un sujet qui fait vivre. Nouvelles fraîches de l'actualité brûlante, à quels compromis et à quelles compromissions les pisse copies sont-ils prêts pour leur assurer leur fin de mois ? Quelle place pour notre hebdo là-dedans ? Quelle place pour nos voix libertaires ? Tout récemment cette place a été prise par ce pauvre ourson sans sa maman, flinguée à la surprise par un viandard et que même si ça se trouve c'est une oursonne. Pire encore l'augmentation du prix du gaz va mettre en péril les exploitations de plantes tropicales en France. Les pépiniéristes vont-ils faire appel à l'État ? Le suspense est insoutenable. Il paraît aussi que la BMW de Jacques Mesrine dans laquelle il s'est fait assassiner vers la fin des années 70, est en train de pourrir à la fourrière depuis que les héritiers multiplient les procédures. Certes une BMW qui pourrit c'est un peu de beaufitude qui meurt. Mais le mien d'ourson était en peluche et s'appelait Martin. Il avait des yeux en verre. Et en plus j'ai pas de BMW ni de plantes tropicales. Ça va pas aider la cellule d'aide psychologique mise en place immédiatement à plancher sur mon cas désespéré de mauvais citoyen.

Tout ça pour dire que la presse, à défaut d'informer, malaxe l'opinion publique comme l'annonceur crée artificiellement nos besoins de consommation et la dépouille petit à petit de son épaisseur humaine. L'artifice se transformant en file d'attente aux caisses du super-marché comme le carrosse s'éclate en potiron sur les coups de minuit les nuits sombres d'Halloween ou comme le cochon d'électeur dans un isoloir s'imaginer qu'il compte vraiment. Il ne s'agit plus dès lors de découvrir qu'il fait jour à midi, et ce discours, pour libertairement orthodoxe qu'il tente d'être, essaie de souligner l'ampleur de notre tâche. La presse et le pouvoir sont muselés par le CAC 40. Par voie de conséquence la soumission et la servilité font force de loi. Pourquoi s'étonner alors de l'importance prise par la médiocrité du traitement de nos informations qui ne font rien pour nous réconcilier, ni par l'eau tiède, ni par la guimauve, ni par la marchandise, ni par le spectacle. Finalement...

Nous sommes tous des Américains désespérés

Hertje

« L'HOMME À BATTRE », titrait *Libération* à sa une du 2 novembre, jour des élections états-unienues. Au cœur de la cible du quotidien : le républicain George W. Bush. Les incantations ont été vaines. Le match Bush-Kerry s'est achevé par la victoire, avec 51,1 %, du président sortant. De surcroît, le système électoral qui le porte à nouveau à la tête de la Maison Blanche a été conforté, et la suprématie des États-Unis reconnue par tous.

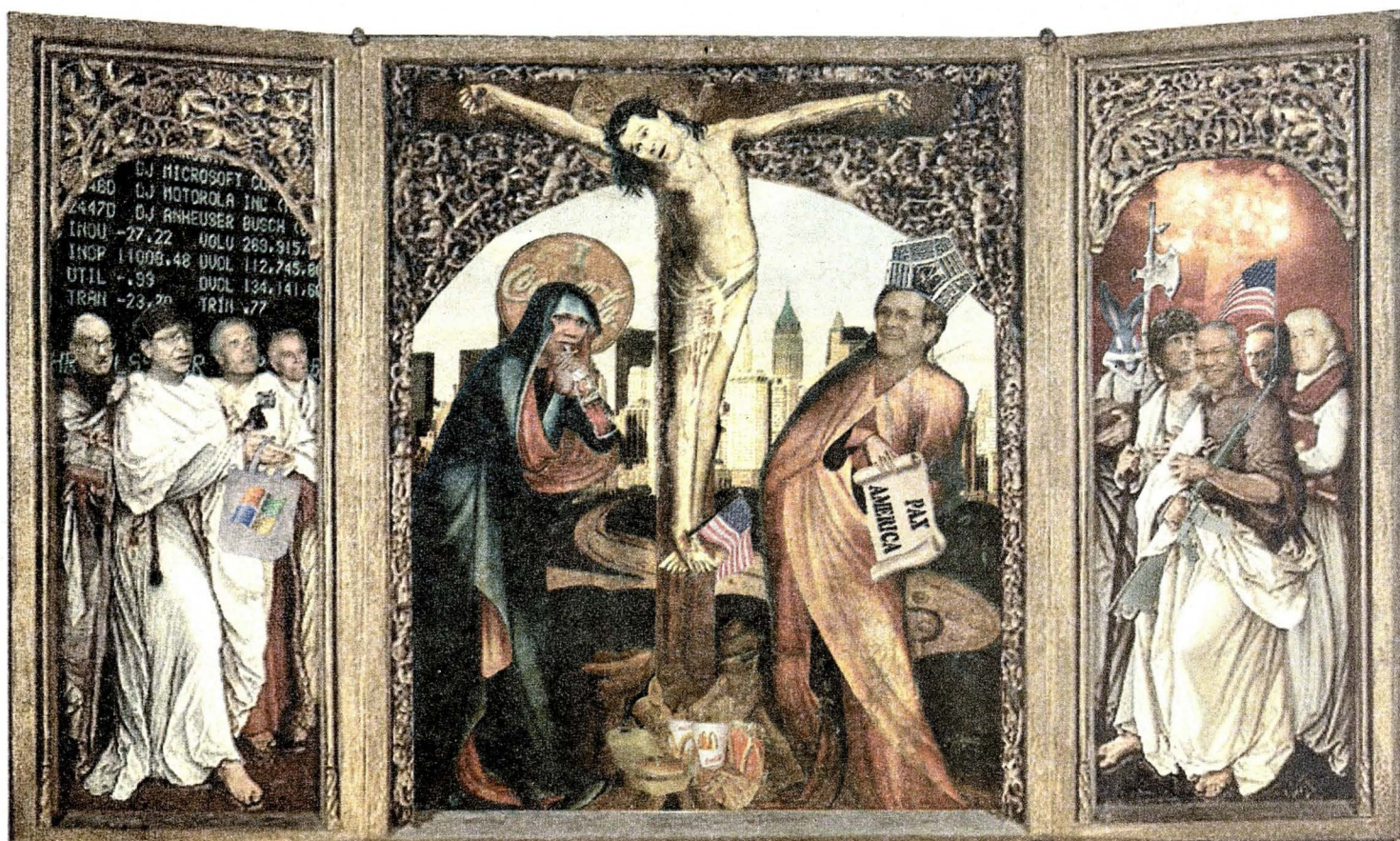
Sur le plan extérieur, les semaines précédant le scrutin, la presse a battu tambour. « Sept Belges sur dix voteraient pour Kerry », annonçait le *Soir*, à Bruxelles. Les Français auraient été « 71 % à préférer le candidat démocrate [John Kerry] », soutenait le *Figaro*. Et caetera. Ces multiples sondages ont fait de nous des citoyens américains virtuels. Conséquence à double détente : ils nous ont placés dans la zone d'influence politique du gouvernement de Washington sans s'interroger sur la légitimité de cette influence. Et ils ont cautionné l'électoratisme en vigueur aux États-Unis en relayant l'alternative Bush-Kerry ; ils n'ont (bien entendu) pas esquissé d'autre voie sociale.

Sur le plan intérieur, aussi, les rouages étaient bien huilés. Zoom. Les inexactitudes de Kerry et de Bush et les déformations de leurs discours respectifs¹, la contestation de l'inscription de 35 000 nouveaux électeurs par les républicains et de nombreux autres contentieux électoraux enregistrés dans l'Ohio² (État essentiel dans la course à la présidence) témoignent des multiples coups bas auxquels les camps se sont livrés depuis le début de la campagne électorale. Dernière crainte en date du côté de la Floride, État gouverné par Jeb Bush (le frère du président) : l'intimidation. Les radios de cet État ont lancé des appels destinés au 1,5 million de nouveaux électeurs (essentiellement recrutés parmi les minorités noire et hispanique) afin qu'ils ne se laissent pas impressionner par les agents électoraux s'ils venaient à mettre en doute la régularité de leur inscription sur les listes.³

Et pourtant... Aucune contestation populaire ne s'est manifestée face à ces manipulations, tentatives de manipulation ou suspensions de manipulation de chiffres ou d'informations. Par rapport au vote de 2000, près de 10 millions d'électeurs supplémentaires se sont d'ailleurs inscrits⁴ amenant le taux de participation à 56,5 % de la population en âge de voter : un record depuis 1968.⁵

La présence d'observateurs étrangers sur le territoire des États-Unis, une première pour des élections présidentielles⁶, souligne cependant que des tensions importantes existent. La mise en place de 3 500 juristes bénévoles, soit la moitié des militants engagés par le Parti démocrate pour veiller au bon déroulement des élections dans la Floride de Jeb Bush ; le papillonnement d'équipes d'avocats chargés par les républicains de s'assurer que ni bourrages d'urnes ni fraudes n'aient lieu dans les quartiers sous contrôle démocrate ; et l'envoi en Floride de centaines d'avocats « non partisans » par *People for the American Way* afin de permettre au plus grand nombre de voter⁷ renforçaient le sentiment que la machine électorale risquait de s'enrayer, encore plus profondément qu'en 2000 lorsqu'il fallut recompter manuellement les bulletins perforés « Al Gore » ou « Bush ».

Comment dès lors expliquer cette motivation à toute épreuve chez les électeurs, dans un pays où le vote n'est pas obligatoire ? Du côté des républicains, ils ont été gonflés à bloc par un discours musclé sur la sécurité et le patriotisme, sur les valeurs religieuses – dont le mariage hétérosexuel. Du côté des démocrates, ils espéraient sans doute viscéralement un changement de présidence, quand bien même Kerry n'aurait pu que poursuivre en grande partie la politique de son prédécesseur. Le matraquage a fini par porter ses fruits à travers la presse écrite et les spots publicitaires à la télé. Officiellement, 96 journaux se sont rangés au côté de Bush et 125 au côté de Kerry.⁸ D'où la nécessité pour les militants libertaires et les libres penseurs en général de



+ GEORGE REX + IN GLORIA AMERICA +

diffuser des informations objectives sur la misère aux États-Unis et de dénoncer le faux choix Bush-Kerry.

Face au cyclone social

Du côté de l'opposition précisément, une coalition de libertaires a essayé de faire entendre sa voix et de tracer, en douceur, de nouvelles pistes. « Ce qu'il nous faut, c'est une campagne qui insiste justement sur toutes [les] opportunités [de jouer un rôle décisif dans la société], une campagne pour l'action directe. On n'est pas obligé d'y voir une contradiction avec le vote », insistent-ils. « On peut passer une heure à voter, et le reste – trois cent soixante-quatre jours et vingt-trois heures – pour l'action directe. »⁹ Donc : évacuer par les urnes l'adversaire politique oppressant qu'est George Bush, mais ne pas perdre de vue qu'il s'agit avant tout de se réapproprier son quotidien, de le gérer sans intermédiaire.

Cette position se comprend d'autant mieux que l'administration Bush représente pour beaucoup une série de changements catastrophiques. Les importantes et régulières baisses d'impôts, destinées à relancer l'économie après le 11-Septembre et les fissures de Wall Street (notamment) dues au scandale Enron, ont multiplié par onze les revenus des plus riches et ont gonflé la classe des plus pauvres jusqu'à 12,5 % de la population active.¹⁰ Le président américain ne peut objectivement pas poursuivre cette politique de baisses d'impôts sans courir à moyen

terme au suicide économique : le déficit budgétaire grimpe en flèche. Rien que pour cette année fiscale, le gouvernement affiche un déficit de 413 milliards de dollars, soit 3,6 % du produit intérieur brut. De plus, les États-Unis consomment plus qu'ils ne produisent, ainsi que l'indique le déficit commercial.¹¹ La dette fédérale – estimée à 35 % du produit intérieur brut – est certes proportionnellement moins élevée qu'en France (où elle atteint 60 %) et qu'au Japon (100 %) ¹² mais, si elle s'accroît, elle entraînera l'appauvrissement global des États-Unis et donc les affaiblira dans les relations internationales. La perspective de voir les États-Unis quitter leur trône universel serait réjouissante si elle ne signifiait pas en même temps une paupérisation accrue de la population américaine.

Or, à la sortie du premier mandat de Bush junior, il faut déjà comptabiliser 821 000 pertes d'emplois. Un triste score qui fait de l'actuel locataire de la Maison Blanche le premier président sortant à annoncer un bilan négatif, et ce depuis soixante et onze ans.¹³ Plus significativement, ils étaient 31,7 millions d'Américains à vivre sous le seuil de pauvreté en 2000 peu avant l'élection de Bush. Trois ans plus tard, ils étaient 36 millions. Autrement dit : aujourd'hui, 12,5 % de la population ne possède pas 967 euros par mois pour un parent seul avec deux enfants ; et encore moins 1 432 euros par mois pour les familles composées de deux parents et trois enfants.¹⁴ Révoltant. D'autant que 8 millions de ces pauvres travaillent. Mais

dans quels emplois ? Des jobs nouvellement créés, sur une base temporaire et sans couverture sociale.¹⁵ Sans parler des délocalisations vers l'Inde et la Chine. Tous ces chiffres et faits bruts ne disent pas la misère, les choix entre la nourriture et le loyer, entre les soins de santé et les vêtements. Faut-il préciser qu'en 2003, ce sont 2,6 millions de personnes qui avaient perdu tous leurs droits sociaux ?

Qu'en sera-t-il dans quatre ans si Bush junior poursuit dans la même voie économique ? Privatisera-t-il la Sécurité sociale ainsi que le régime des retraites, reformera-t-il le secteur des petites entreprises avec l'idée sous-jacente de supprimer le filet social afin de résorber les déficits budgétaires, au risque d'amplifier la précarité de la classe moyenne ? Réduira-t-il encore les impôts, persuadé que cela suffira à remettre l'économie à flots, alors que cette stratégie (en plus d'affaiblir les plus démunis) n'a jusqu'ici créé ni croissance ni emplois ? Osera-t-il se mettre politiquement en danger, osera-t-il couper dans les dépenses sociales – couverture médicale, éducation, maladies mentales – en les déléguant du niveau fédéral vers les États ?¹⁶

Il est périlleux d'établir ces prévisions. Primo, de nombreux collaborateurs de Bush, et non des moindres (de Powell à Rice), vont quitter l'équipe actuelle au début du prochain mandat. Secundo, comme il est légalement impossible qu'il se présente une troisième fois, Bush a les mains libres : il ne doit plus rien à ses sponsors et ne doit pas

trop se soucier de sa popularité. Sa gestion peut donc aller dans tous les sens... mais un revirement à 180 degrés est peu probable.

Au jeu des sondages

Si l'on se prend au jeu des sondages proposé par la presse francophone, à y regarder de plus près, qu'aurions-nous préféré dans le discours de Kerry? « Face à la crise nationale de la santé, du chômage, de l'économie, des écoles, des villes, Kerry maintiendrait les grosses réductions d'impôts que Bush a offertes aux riches et il poursuivra la mondialisation façon FMI », ainsi que le rappelait le *Monde libertaire*, il y a peu.¹⁷ Plus exactement, Kerry a promis des baisses d'impôts pour les entreprises mais a dit vouloir les supprimer pour les familles qui engrangent plus de 200 000 dollars par an.¹⁸ Fort bien, mais les bénéfices proviennent des entreprises et non des familles...

Le candidat démocrate assurait, tout comme Bush, réduire le déficit budgétaire de moitié en quatre ans... Selon les calculs de la société Global Insight, aucun des programmes n'est susceptible d'atteindre ce but: « Toute chose égale par ailleurs, le déficit atteindrait 375 milliards de dollars fin 2009 avec Bush, 447 milliards avec Kerry. »¹⁹ Le point noir le plus flagrant et le plus important du mandat Bush, le déficit, trouve sa source principale dans ces réductions d'impôts; cela ne se serait pas amélioré avec Kerry.

Quant au commerce international, Kerry est pour les accords de libre-échange internationaux et propose d'exiger des entreprises qu'elles « préviennent avant de délocaliser ». ²⁰ Il n'y avait pas là de quoi enflammer des syndicalistes en goguette. C'est le moins qu'on puisse dire de cette eau tiède. Pour le reste: après avoir continué à creuser le fossé social au bulldozer, le programme de Kerry tentait de le combler à coups de miettes. Il se dit favorable à une intervention de l'État lorsque l'économie s'effondre et partisan d'un filet social « décent », tant pour les retraites que pour la santé.

Tout comme George Bush, le candidat démocrate abonde dans le sens d'interventions militaires...²¹ Mais arrêtons ici l'inventaire. Et soulignons les rares points où nous rejoignons Kerry: lorsqu'il se déclare favorable à une stratégie internationale contre le réchauffement de la planète, favorable au droit à l'avortement, et contre la discrimination des homosexuels.²²

Bref. John Kerry aurait-il pu proposer une politique différente? Non, il aurait dû composer avec la situation

économique léguée par son successeur. John Kerry avait-il l'intention de proposer une politique différente? Non. Il n'avait aucun argument radicalement différent.

Le faux dilemme du vote Bush-Kerry renvoie à la nécessité de construire une société d'entraide, sans délégation de pouvoir à un gouvernement cynique. Cette nécessité sera sans doute d'autant plus criante que le déficit budgétaire va encore se creuser sous le deuxième gouvernement Bush, appauvrissant encore les plus pauvres.

Qui construira cette société égalitaire? Les « valeurs conservatrices de Bush junior sont celles d'une grande majorité d'Américains ». ²³ Et les dégâts qu'il a causés un peu partout dans l'économie n'y change rien. « Dieu et la patrie » suffisent actuellement à satisfaire une part importante des électeurs, travaillés au corps par une idéologie de peur et de replis sur soi depuis le 11-Septembre. Ceux qui construiront cette société égalitaire sont peut-être ces femmes et ces hommes à qui ni Dieu ni la patrie ne donnent leur « pain quotidien » et qui veulent prendre en main leur quotidien. **H.**

1. The Washington Post, cité par *Courrier international* du 28 octobre au 4 novembre.

2. Le Monde, 3 novembre.

3. La Libre Belgique, 3 novembre.

4. Le Monde, 3 novembre.

5. Libération, 4 novembre.

6. La Libre Belgique, 3 novembre.

7. Le Monde, 3 novembre.

8. *Courrier international* du 28 octobre au 4 novembre.

9. Le Monde libertaire, du 21 au 27 octobre.

10. Le Monde, Économie, 3 octobre.

11. Le Monde, Économie, 3 octobre.

12. Le Monde, Économie, 3 octobre.

13. Le Monde, Économie, 3 octobre.

14. Le Monde, Économie, 3 octobre.

15. Le Monde, Économie, 3 octobre.

16. The Washington Monthly, cité par *Courrier international* du 28 octobre au 4 novembre.

17. Le Monde libertaire, du 7 au 13 octobre.

18. Libération, 29 octobre.

19. Libération, 29 octobre.

20. USA Today, cité par *Courrier international* du 28 octobre au 4 novembre.

21. Lire à ce sujet l'article du National Journal, cité par *Courrier international* du 28 octobre au 4 novembre.

22. USA Today, cité par *Courrier international* du 28 octobre au 4 novembre.

23. Libération, 4 novembre.

Quand l'autruche éternue...

Éradiquer Sarko

« J'affirme que religion et république sont complémentaires. » Sarkozy.

Que le futur président de l'UMP joue les Bush et remette en cause la loi de 1905, n'étonnera que ceux qui n'assistent pas à la messe en compagnie du clan, le dimanche matin à Neuilly. Dans le même temps, une immense croix est érigée en plein cœur de Paris avec la bénédiction de Mgr Delanoë. Décidément le travail d'éradication des ratichons de toute sorte reste à terminer.

Vous croyez ?

« Vous croyez que Jacques Chirac a besoin de l'argent de la Polynésie ? » Gaston Flosse.

Bien sûr qu'il n'en a pas besoin ! Donc, je le garde pour moi. Logique.

No limits for Bretzelman

« Il n'y a plus de limites à la grandeur de l'Amérique. » Bush, discours de sa réélection.

C'est ce qui s'appelle prévenir son monde... Pour se prémunir des délires du demeuré que viennent de réélire ces... gens, la vieille Europe ne peut plus compter que sur ces célèbres bretzels. On est d'accord, ça fait léger.

Iceberg droit devant

« L'opposition espace public-espace privé ne résiste pas à la traversée de l'Atlantique. » Le commandant Sarko.

Est-ce à dire que la laïcité est une manière de Titanic ? Oui, mais que Sarkozy voudrait dépourvu de chaloupes.

La vie, la mort, tout ça

« Si Yasser Arafat est entre la vie et la mort, c'est donc qu'il est encore un peu vivant. » Roland Dumas, un revenant.

Dommage que, dans sa jeunesse, Dumas ait choisi le droit plutôt que de se laisser tenter par la médecine: à lire ce genre de diagnostic, on se dit que la science y aurait gagné un grand homme.

Bâtards

« N'oublions pas que les présidents sont les descendants des rois de France. » Olivier Stirn, écrivain.

Après la putain du même nom, voici donc les bâtards de la République... Il faut bien reconnaître que certains d'entre eux y ont vraiment cru. On se souvient même d'un gaillard qui, pensant descendre de Ramsès, et sentant la mort venir, s'est fait bâtir une pyramide. Et sous les fenêtres de Louis XIII !

Il suffit

« Je crois profondément à la république des talents. » De Villepin, ministre.

C'est sans doute pour cette raison que Monsieur s'est toujours gardé de se soumettre au suffrage universel. Chez les de Villepin, le talent suffit.

Frédo Ladrisse

(sources: Europe 1, France Inter, l'Express, le Journal du Dimanche, M6, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Où est **LA SORTIE** du tunnel ?



Entre consensus large pour la paix sociale, démantèlement du service public et attaques tous azimuts

LA SIGNATURE, le 28 octobre, de l'accord sur la prévention des conflits par six des huit organisations syndicales¹ du chemin de fer « représentant » 78 % des cheminots est présentée unanimement dans la presse comme un tournant dans l'histoire des relations sociales à la SNCF. Cet « acte de responsabilité collective majeur de la direction de la SNCF et des syndicats vis-à-vis des clients » (Gallois), cet « événement majeur et porteur d'espoir » (G. de Robien) ne remet en fait nullement en cause l'exercice du droit de grève tel qu'il prévaut actuellement, mais il engage les organisations signataires à un processus de négociations aboutissant de fait à allonger le préavis de grève à près de trois semaines. Ce recul historique est présenté par la Fédération CGT comme une tentative de couper l'herbe sous le pied à l'offensive des députés UMP pour l'adoption d'une loi sur le service minimum réellement contraignante et restrictive du droit de grève. Ce consensus syndical et patronal suffira-t-il à faire échec à une légifération et aux fantasmes des lobbies de droite, on peut en douter, même si les députés ont voté le 3 novembre le quitus à leur ministre des Transports et repoussé le calendrier du chantier du service minimum de huit mois pour juin 2005. Cet accord ne pourra rassasier les appétits voraces de ce gouvernement de classe qui entend bien profiter de sa majorité absolue pour passer tôt ou tard en force sur le sujet.

En tout cas, la signature de cet accord consacre une nouvelle fois l'évolution de la CGT dans l'abandon du syndicalisme de lutte et de conquête sociale pour le syndicalisme de résignation et de collaboration. Depuis l'accord des 35 heures à la SNCF, signé en 1998, légitimant modération salariale et flexibilité

du temps de travail, à l'opposition à la nécessaire grève générale pour la défense des retraites, la non-bataille de la Sécu et l'intégration à la très libérale Confédération européenne des syndicats (qui vient d'apporter son soutien au non moins libéral projet de Constitution européenne), la CGT entend au prix de tous les renoncements consolider sa place de partenaire de confiance dans le cercle restreint des décideurs politiques, économiques et sociaux. Cette signature permet également de marginaliser les deux organisations FO et SUD-Rail qui, dans une situation de quasi-hégémonie de la CGT (47 % aux élections de 2004 contre 7 % pour FO et 14 % pour SUD-Rail pourtant deuxième OS), peinent à développer une stratégie autonome d'opposition au consensus dans un contexte inquiétant d'attaques tout azimut contre le service public ferroviaire et les cheminots.

Le démantèlement du service public ferroviaire amorcé par la gauche plurielle dès 1997 par la séparation de l'exploitation (SNCF) et de l'infrastructure (création de Réseau ferré de France), l'ouverture à la concurrence du transport de marchandises en mars 2003 et celle prochaine du transport de voyageurs, la régionalisation du Transport express régional sont quelques étapes de cette mutation du service public SNCF vers une machine de guerre commerciale dans une Europe de la concurrence. La « Charte du service public », massivement diffusée dans la presse et dans les gares, acte cet abandon des valeurs du service public: désormais chaque train de voyageurs ou de fret doit être rentable, le cas échéant, les régions doivent payer la différence sous peine de voir supprimer purement et simplement ces trains. Les nouveaux Trains inter-régionaux (TIR) rentrent

dans cette logique comptable de chantage sans scrupules aux subventions, tandis que sur les axes rentables, la SNCF entreprend de faire rouler les premiers trains privatisés baptisés I-TGV.

La manifestation nationale du 25 novembre à Paris, à l'appel des huit fédérations syndicales du chemin de fer sur cinq mots d'ordre communs: la défense du service public, l'avenir du fret, l'emploi, les salaires et la défense du droit de grève, peut être un premier pas vers une prise de conscience des travailleurs du rail et des usagers sur les dangers qui menacent le service public ferroviaire.

Dans tous les cas, nous ne pouvons nous satisfaire d'une énième « journée d'action » sans lendemain, qui n'est en fait qu'une stratégie de canalisation et de neutralisation des colères cheminotes. La grève générale reste la seule riposte à la hauteur des enjeux actuels et à venir, mais encore faut-il pour cela renouer avec les pratiques du syndicalisme d'action directe. En Italie où l'exercice de la grève a déjà été rendu quasi impossible par la multiplication des mesures contraignantes et une répression croissante de l'activité syndicale, on peut constater un retour à une forme d'action syndicale nettement plus radicale, multipliant les grèves sauvages sans préavis. C'est dans ce sens que les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes entendent œuvrer.

Julien

*Groupe de la FA de Rouen,
cheminot syndiqué SUD-Rail*

1. CGT, CFDT, CFTC, UNSA, FGAAC, CFE-CGC signent, FO et SUD-Rail ne signent pas, cette dernière réservant sa décision à l'issue sans surprise de la consultation statutaire de ses adhérents.

Attac nombril du monde

Quand les « intellectuels » guident,
les altermondialistes moutonnent...
et le capitalisme demeure !

Virginie Benito

Le **MONDE LIBERTAIRE** a déjà à plusieurs reprises dénoncé dans ses colonnes le confusionnisme des forums sociaux européens dits « anti-mondialisation » et leur capacité à faire dire tout et son contraire à un mouvement social qui se cherche entre volonté d'autonomie (développement des coordinations et des syndicats alternatifs) et incapacité à mobiliser et à se projeter au-delà de la seule résistance au libéralisme.

Notre propos n'est pas de faire ici des amalgames ou de mettre tous les altermondialistes dans le même panier réformiste. Il en est des sincères, réellement investis sur le terrain.

Et puis il y a les autres, les décideurs, ceux qui profitent du laboratoire d'idées que constituent les forums sociaux pour développer une idéologie sociale-démocrate, d'une nouvelle laïcité « tolérante » envers les religions, s'accommodant très bien d'un simple aménagement du capitalisme et d'une nouvelle donne politique qui les porterait alors au pouvoir.

Anticapitalisme ou altermondialisme ?

L'emploi récurrent dans toutes les publications d'Attac et des forums sociaux du terme « néolibéralisme », repris également par les organisations d'extrême gauche et les syndicats, évite toute remise en cause globale du système capitaliste.

Les dirigeants de ces mouvements évitent ainsi de poser les questions de la propriété des biens de production et des services, de leur gestion et du rôle joué par les pouvoirs dans l'accroissement des inégalités sociales, les guerres, la dégradation de la planète, et tous les fléaux que nous connaissons actuellement. Ils entretiennent égale-

ment l'idée d'un changement possible par les urnes, reléguant aux oubliettes de l'histoire l'idée même de révolution sociale.

Confusion du rapport aux religions

Au dernier forum de Londres, les trotskistes anglais, qui ont plaidé pour une alliance avec le mouvement islamique contre l'impérialisme américain, ont ainsi relayé l'idée que l'on peut construire le mouvement international avec tout le monde, même des religieux qui n'hésitent pas à justifier l'oppression des femmes, à présenter le port du voile comme le droit de choisir (hidjab), au mépris de toutes les féministes, des athées et des laïques investies dans le mouvement. L'empoignade qui s'ensuit avec Bernard Cassen, président d'honneur d'Attac, ne suffit pas à clarifier les positions.

La culpabilité néo-coloniale de toute une frange d'organisations d'extrême gauche n'est pas nouvelle. Déjà au nom de l'anti-impérialisme, elles avaient défendu la « révolution » iranienne de Khomeyni en 1979.

Elles ont défendu un ayatollah qui a bénéficié de la révolte légitime du peuple contre le chah uniquement dans le but d'instaurer une république islamique et a donné des idées à des pays comme l'Afghanistan. Rappelons-nous que c'était l'apparition des premières femmes voilées de noir et que le développement des mouvements islamistes s'est inscrit à partir de l'Iran.

Les organisateurs du précédent forum en France n'ont-ils pas, au nom de la même tolérance, invité Tariq Ramadan et défilé avec les pro-voile contre la loi interdisant le port du voile à l'école ? Dans les quartiers, leur tolérance envers les religieux de tous bords, associations chrétiennes ou musulmanes a fait reculer le rempart anti-communautariste que constituaient les associations laïques.

Une mainmise volontaire

Par contre, il y a une volonté qui elle, n'est pas confuse du tout, c'est l'utilisation présumée de l'incapacité du mouvement altermondialiste à s'organiser sur ses bases militantes et la volonté de garder la mainmise sur ce mouvement, à en définir les cadres et la distribution des rôles dévolus à chacun. Aux militant.e.s le rôle d'exécutants et aux « intellectuels » (scientifiques, sociologues, philosophes, professeurs, etc.) le rôle de décideurs (et futurs dirigeants?). Toute l'idéologie se résume dans cette proposition de Bernard Cassen¹ :

« Qu'une dizaine de personnalités, de sages, disposant d'une stature morale et militante mondialement reconnue, se réunissent dans un lieu tranquille et, à partir de tout ce que les forums ont produit, rédigent ensemble un consensus, sous forme de déclaration au monde. »

Une forme de programme, en quelque sorte, il faut croire que les acteurs du mouvement social sont incapables de développer eux-mêmes des perspectives. Juste après, il s'élève : « Il faut s'attendre à ce que cette méthode soit jugée élitiste par certains. [Une paille! NDR] Mais comment faire autrement? »

Comment faire autrement?

En autogérant les luttes, cher ami! En partant de ce que l'on a, de ce que l'on veut, de ce que l'on sait faire!

Qu'on ne nous dise pas que le programme de quelques-uns, réunis dans un lieu tranquille, va convenir de la même façon aux ouvriers chinois en butte au nouveau développement capitaliste, aux paysans du Chiapas qui défendent leurs terres, aux salariés européens qui tentent de résister pour maintenir leurs droits sociaux et leur emploi et aux femmes africaines qui se battent contre l'excision et les crimes d'honneur!

Nous construisons nos luttes là où nous sommes, ce qui nous manque bien souvent, c'est un réel rapport de force, la volonté de dépasser les appareils partidaires et syndicaux réformistes et l'espoir, la conscience de ce que nous sommes et de ce que nous pouvons. Comment est-ce que nous ferions pour gérer nous-mêmes nos affaires? De quoi avons-nous besoin? Que faut-il supprimer? À force de nous endormir et de nous dire qu'il y en a d'autres plus instruits, cette clique intellectuelle qui pense à notre place, on ne sait plus imaginer! On se recrée ses propres chaînes! Le mouvement altermondialiste aura tout intérêt à virer ces beaux diseurs, à refuser que cette élite auto-proclamée trace l'avenir à sa place et à radicaliser et clarifier une lutte pour le moins confuse, nécessairement anticapitaliste, anti-étatique et antireligieuse! **V. B.**

1. « Donner un débouché politique aux forums » dans *Manière de voir*, le Monde diplomatique, juin, juillet 2004.

Götterdämmerung



Éric Vignaud, *Noir*.

TOUT NE VA PAS BIEN dans le meilleur des mondes des médias. La presse quotidienne, en particulier, a moult difficultés, à part le groupe Amaury (l'équipe, le Parisien, Aujourd'hui) Là où la situation est particulièrement grave c'est toujours la région parisienne avec les quotidiens dits nationaux (le Figaro, France-Soir, l'Humanité, le Monde, etc.). Ventes en baisse, publicité itou, et, selon l'ex-dirigeant de la Socpresse, Yves de Chaisemartin, les « coûts exorbitants de la fabrication des journaux », c'est-à-dire la présence syndicale des ouvriers du Livre.

Vieille forteresse ouvrière, le Livre CGT a fait depuis des lustres l'objet de nombreuses critiques et attaques. Contrôle de l'embauche, méthodes maffieuses, stalinisme mêlé de réformisme, etc. Les dissensions internes entre métiers, courants politiques et attitudes vis-à-vis de la modernisation ont fait les choux gras de la presse patronale, mais ce qui reste de l'aristocratie ouvrière a toujours eu du mal à présenter à l'opinion publique une image claire de ce qu'elle entendait défendre. Dinosaures attachés à leurs privilèges, hooligans attaquant les camionnettes du groupe Amaury pendant la grève du Parisien libéré (1975-1977), « opposants » à la liberté du travail, les ouvriers du Livre ont été mis à toutes les sauces.

Ce qu'on oublie, c'est l'égalité des salaires, des conditions de travail et la solidarité effective au-delà des conflits internes.¹ Pourquoi tous ces rappels qui ressemblent à un état des lieux avant le grand chambardement? C'est que justement ce qui faisait la force du syndicalisme dans l'imprimerie n'est plus.

Fortement organisée depuis des siècles, la corporation avait toujours su allier professionnalisme et défense des intérêts ouvriers. En

restant unis au-delà des oppositions, ils avaient résisté aux diverses modernisations que le patronat entendait user à son seul profit. Mais la « fée électronique » aura eu raison des vieux métiers du livre. Tout cela n'est bien sûr pas aussi tranché, mais les journalistes syndiqués à la CGT ont-ils dans leur définition de l'espace professionnel des opinions diamétralement opposées à celles des directions techniques des quotidiens?²

Si dans la confection des journaux on parle de plus en plus d'« editors » qui font tout de A à Z, la situation n'est pas plus mirobolante au niveau des machines à imprimer. Pour exemple, l'imprimerie du Monde qui a licencié avant les vacances plus de cent ouvriers.

Ce ne sont pas les nouvelles venant de France-Soir qui vont éclaircir le tableau. Le « seul quotidien vendant plus d'un million d'exemplaires » dans les années 60 a beau avoir changé de propriétaire, son projet rédactionnel reste encore dans le flou.

Au niveau syndical, le problème n'est même plus de consolider l'unité au sein des syndicats du Livre, mais plutôt d'avoir un partenaire patronal! Au Syndicat de la presse parisienne ne siège plus l'ex-empire Hersant. Et l'on parle de plus en plus d'un plan pour éradiquer ce qui reste du Livre CGT. Et il est peut-être trop tard pour refaire du syndicalisme?

Sitting Bull

1. On oublie que la Fédération du livre CGT n'a pas scissionné à la Libération, seuls quelques syndicats de l'Est sont allés à FO. Donc toutes les sensibilités syndicales étaient représentées.

2. En bref, plus de correcteurs, plus de photographes, plus de typographes, mais des journalistes multifonctions.

Dieu est mort...

Arafat aussi

MORT CÉRÉBRALE. MORT POLITIQUE. Arafat a replié son keffieh. On ne pleurera pas celui qui a incarné la cause palestinienne, au point d'être déifié, transformé en icône. On ne regrettera pas celui qui a engendré le chaos en mettant différents services en rivalité, tant et si bien que « plusieurs factions de l'Autorité palestinienne se sont tiré les unes sur les autres ». On ne se lamentera pas sur le sort (en définitive humain) de celui qui a monopolisé la représentation internationale, la sécurité et les finances. Le vieux Yasser a phagocyté le pouvoir, n'a ni cherché à le déléguer ni (évidemment) à le dissoudre au profit du peuple qu'il n'a cessé de dominer. Le choc est d'autant plus violent dans la rue palestinienne que soudain le ciel se vide, tout est possible. Beau et terrible à la fois. Il n'y a plus ni dieu ni maître. Que faire ? Se forger vite fait de nouveaux fers, histoire de conserver ses repères, ou forcer le destin ?

L'après-Arafat peut être une opportunité supplémentaire si les uns et les autres se décident enfin à changer radicalement de cap. Du côté des Palestiniens, il s'agit de tirer un trait sur les potentiels successeurs du « raïs », que celui-ci soit Abbas (le n° 2 de l'OLP, favori des puissances internationales mais détesté par la rue en raison de son enrichissement pendant la diaspora), Barghouti² (en prison pour avoir provoqué la seconde Intifada), l'un des trois autres candidats au titre ou quelque nouvel aventurier tenté par le poste de chef suprême de la nation.

Du côté des Israéliens, il faudra accepter de revoir le plan de désengagement de la bande de Gaza et du nord de la Cisjordanie ; dégeler le processus de paix. Ariel Sharon avait décrété l'arrêt des négociations et l'élaboration d'un plan unilatéral sous le prétexte qu'Arafat était « un obstacle à la paix ». Enfin il faudra, réussir à passer outre la période de chaos qui risque de s'ouvrir. Accepter des demandes qui ne varieront pas chez les Palestiniens, telles que la reconnaissance du droit au retour des

réfugiés. Et abattre ce mur de Berlin en plein Proche-Orient, qui attise les peurs et les haines.

De nombreux pacifistes prêchent pour un divorce des deux peuples. « Chacun dans ses frontières », disent-ils. Cette solution reporte l'échéance de nouvelles tensions, elle ne fait que retarder l'arbitraire et la xénophobie. Les anarchistes se sont toujours prononcés pour l'abolition des frontières, dans lesquelles ils voient les traces géographiques de la domination, et pour le regroupement des humains selon leurs affinités. Avec la suppression des frontières, les questions de territoires « occupés » et de colonisation s'essouffleraient progressivement, n'étant plus fondées.

Bien que, à l'annonce prématurée du décès de Yasser Arafat, Bush ait déclaré : « Nous continuerons à travailler en vue d'un État palestinien libre qui soit en paix avec Israël »³, sa réélection sera sans doute bien plus une chance pour le gouvernement israélien que pour les autorités palestiniennes, mises à l'index par le gouvernement US suite aux nombreux revirements d'Arafat. Quant aux peuples israélien et palestinien, ils n'ont rien à gagner au jeu de chaise musicale à la tête des États. Bush, re-Bush, Sharon, Arafat ou un autre, qu'importe. Si l'écrasante majorité de ces deux populations ne le réalise pas encore, elles souffrent pourtant tant à cause du conflit qu'à cause de leurs dirigeants respectifs. Des dirigeants qui entretiennent la guerre civile pour justifier leur rôle et défendre des valeurs abstraites comme la religion et la patrie. Créant des douleurs bien concrètes.

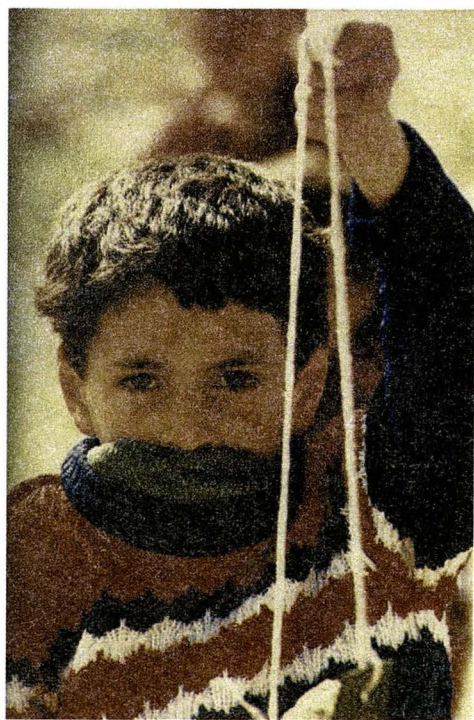
Olivier

1. La Libre Belgique, 5 novembre.

2. Koreyî (ne jouit pas d'une grande popularité), Dahlane (l'homme de la sécurité dans la bande de Gaza) et Rajoub (un « pragmatique », responsable de la sécurité nationale). La Libre Belgique, 5 novembre.

3. La Libre Belgique, 5 novembre.

4. La Libre Belgique, 5 novembre.



Jeunes chercheurs

Élite sidérée

Gwenolé

CET ARTICLE s'inscrit dans le prolongement de celui de Cédric, groupe de La Villette, publié dans le *Monde libertaire*, n° 1351. Il porte sur la question des chercheurs, et plus particulièrement des jeunes chercheurs, en tant que travailleurs.

Au moment de la « grande vague » de protestation des chercheurs et de leur mouvement «Sauvons la recherche», la Confédération des jeunes chercheurs (CJC) publiait son *Rapport sur les conditions de travail illégales des jeunes chercheurs* (<http://cjc.jeunes-chercheurs.org>). Ce travail est édifiant, bien qu'il s'inscrive dans une perspective réformiste doucement naïve...

Il a tout d'abord le mérite de pointer un problème important qui est le manque de considération de la part de la société pour la recherche scientifique. Si la CJC dénonce la notion de « scientifique dans sa tour d'ivoire », c'est pour mieux rappeler leur place importante dans le développement socio-économique du pays, largement nié par les décideurs politiques et les patrons.

Il faut préciser ici que l'importance de cette place est indéniable, d'autant plus qu'elle contribue probablement au manque d'intérêt généralisé pour la recherche... Pourtant, le rapport précise aussi qu'il y a une « augmentation de 40 % des inscriptions en DEA entre 1988 et 1998 »; cette augmentation résulte du nombre croissant d'inscriptions en second cycle à la faculté.

Le cas de l'université en France, qui serait une « poubelle » pour reprendre le terme de Cédric, mériterait à lui seul une analyse plus profonde (qui n'a pas sa place dans cet article).

Peut-être commencerons nous par dénoncer le besoin croissant de formation universitaire réclamée par le patronat, en raison d'un principe élitiste entretenu par la République; besoin croissant qui rentre d'ailleurs en contradiction avec une expérience professionnelle exigée du patronat et toujours plus importante! Cependant, si une réflexion globale du problème s'impose, il résulte tout de même qu'un apprentissage à la recherche est nécessaire pour le jeune en formation pour les premier et deuxième cycles à l'université.

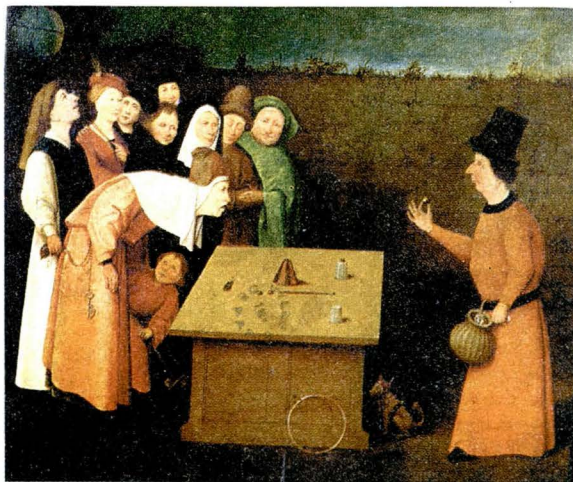
Dans une deuxième partie, le rapport s'attache à dénoncer « le recours banalisé au travail illégal » de nombreux organismes (Institut Curie, Institut Pasteur, etc.), en s'appuyant sur la définition du contrat de travail. À l'occasion de cette partie, il reprend la définition du travail de recherche tel qu'il est défini par la loi :

« Les métiers de la recherche concourent à une mission d'intérêt national (nous, anarchistes, préférons ici le terme de général). Cette mission comprend :

- Le développement des connaissances;
- Leur transfert et leur application dans les entreprises, et dans tous les domaines contribuant au progrès de la société;
- La diffusion de l'information et de la culture scientifique et technique dans toute la population, et notamment parmi les jeunes;
- La participation à la formation initiale et à la formation continue;
- L'administration de la recherche (autogérée, cela va de soi). »

Si, vue du côté libertaire, cette définition présente des points discutables sur lesquels il sera nécessaire de revenir, par exemple celui des relations entre science et entreprise, elle reste une bonne base de réflexion. Il faut reconnaître d'abord la qualité de travailleur au chercheur en général puisqu'il « produit » un savoir, dont il doit assurer la transmission au plus grand nombre.

La CJC insiste énormément sur le fait que, bien que le jeune chercheur prépare un doctorat dans le cadre d'une formation universitaire (on l'appelle alors doctorant) ou effectue des recherches post-doctorales pour une durée déterminée, il n'en demeure pas moins qu'il répond aux missions définies comme étant celles des métiers de la recherche. Par conséquent, il s'agit pour lui d'une activité professionnelle pour laquelle il a des droits dans le cadre de cette société républicaine et de son Code du travail (rémunération, couverture sociale). En effet, il ne peut pas être considéré comme un étudiant, puisqu'il « n'a plus à montrer qu'il a acquis des connaissances », au même titre qu'un chercheur en place préparant le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches (HDR). Le jeune chercheur devrait donc être rémunéré par un salaire, et non pas



par une bourse. Or, en France, le jeune chercheur est financé par une bourse qui est actuellement attribuée en fonction du sujet retenu et pour une durée déterminée (trois ans). C'est là actuellement que se situe un problème important: le nombre d'allocations de recherche (ces bourses) est fonction des universités et des disciplines. Ainsi, leur attribution est soumise aux priorités de la recherche dictées par des décideurs politiques, et va donc plus facilement aux recherches rentables à court terme. En outre, cette attribution est soumise à des pressions de la part de directeurs de grand laboratoire sur les écoles doctorales (structure qui encadre les études doctorales) pour obtenir un nombre toujours plus élevé de bourses, et ce au détriment de laboratoires dont ils jugent les recherches inutiles.

Ce fait est d'autant plus scandaleux que la CJC rappelle que l'attribution de bourse « est obligatoirement fonction des ressources personnelles ou familiales de l'intéressé », sinon il s'agit de revenus salariaux imposables. Ainsi, comme dans bien des cas, l'État ne respecte pas les règles qu'il s'est lui-même fixé!

Le rapport du CJC a aussi le mérite de démontrer le mécanisme de ce problème en insistant sur plusieurs points. Parmi eux, la rhétorique consistant à considérer les jeunes chercheurs comme des étudiants « mal finis » est « destinée à faire accepter aux jeunes chercheurs leur mode de rémunération » et permet « d'exclure les jeunes chercheurs de la gestion de l'équipe, de la consultation, des discussions et des prises de décisions ». À cela, il faut ajouter le fait que leur travail se transforme, par la magie de la sémantique, en « formation complémentaire ». De plus, il serait fallacieux d'y voir là le fait de « grands méchants » directeurs de laboratoire qui profiteraient de la situation, mais plutôt le fait de types qui, face aux restrictions budgétaires, cherchent à faire des économies. Par ailleurs, il reste assez vrai que les chercheurs en poste cautionnent tacitement ce mode de fonctionnement sous le prétexte qu'ils l'ont subi et donc qu'il est logique que d'autres le subissent...

Ainsi, ce rapport du CJC apporte de nombreuses informations utiles à la compréhension du système tel qu'il est. Cependant, il oublie le débat essentiel qui oppose recherche fondamentale et recherche appliquée. En effet, le financement de jeunes chercheurs est particulièrement important dans les disciplines dites de sciences dures (physique, chimie, biologie), aux applications plus directes et évidentes (d'ailleurs les entreprises et le patronat ne s'y trompent pas, puisqu'ils constituent une bonne partie des possibilités de bourses et qu'ils influencent le choix des politiques de recherche). Pendant ce temps, les sciences humaines (histoire, lettres, philosophie, arts, archéologie) sont les « parents pauvres » de la formation doctorale avec peu de bourses et une originalité: des jeunes chercheurs devant cumuler leur travail de recherche avec un

emploi de subsistance, souvent mal payé et évidemment précaire.

De même que l'opposition entre salariés du privé et salariés du public ne servait qu'à diviser les travailleurs, l'opposition actuelle entre recherche appliquée et recherche fondamentale est du même acabit: elle est là pour diviser. En effet, il est irréfutable que certaines disciplines scientifiques permettent des retombées matérielles directes, pouvant contribuer aux comforts des populations. Cependant, ce n'est pas aux entreprises de décider des orientations scientifiques en fonction des bénéfices à court terme qu'elles pourront en tirer. C'est à la recherche fondamentale de trouver logiquement son application concrète. De fait, il ne devrait pas exister une telle distinction entre deux recherches. D'autant plus, qu'il est probable que ce soit cette recherche muselée par les entreprises (on dit plutôt, comme il l'est écrit plus haut, « actrices du développement socio-économique ») qui incite la société à mépriser une recherche au service du patronat et à mépriser une « autre » recherche que la société jugerait inutile, puisqu'elle en voit trop peu les résultats.

Cette situation est particulièrement intolérable, car elle nie encore plus le caractère de travailleur d'une partie des jeunes chercheurs! Ces individus se retrouvent alors dans une situation kafkaïenne, où l'inscription en thèse est de plus en plus difficile et chère (presque 500 euros à l'université de Rennes¹), puisque certaines facs veulent limiter le nombre de jeunes chercheurs non financés, en leur interdisant l'inscription. En outre, la docilité du jeune chercheur, une fois inscrit est de mise, puisqu'à la moindre revendication, il se trouve toujours des personnes pour lui rappeler qu'il ne doit sa situation qu'à lui-même et que s'il n'est pas content, l'inscription ne lui est pas obligatoire. On peut aussi évoquer une scandaleuse « passion » pour son travail qui, même si elle existe, entre en contradiction avec la politique de « professionnalisation du doctorat ». D'ailleurs, cela ne doit en aucun cas justifier l'exploitation sous-entendue derrière ce terme, et qui, en archéologie par exemple, permet de justifier un travail de recherche en « bénévole ». Ces contingents de jeunes chercheurs sont nombreux et forment parfois l'essentiel des doctorants d'un laboratoire: que serait alors pour ce dernier leur désaffection simultanée?

Face à une telle situation, les revendications sont simples: un salaire pour tous les jeunes chercheurs et une participation active à la marche d'unités de recherche autogérées pour une recherche scientifique qui, quelle que soit la discipline, retourne ses découvertes à la société par les moyens les plus appropriés (réalisation concrète, conférence publique, etc.) dans le respect de l'environnement et de l'homme.

C.

1. Les citations entre guillemets sont extraites du rapport du CJC.





© Seb Geo

Tché

Reportage réalisé en juin 2004 à la

Le 7 juin dernier, le dernier camp de réfugiés tchéchènes fermait. Est-ce à dire pour autant, de concert avec des conditions de vie des Tchéchènes s'améliorent ? Inéprouvables on ne dénombre pas moins de 20 000 réfugiés résidant sur le plan sanitaire, médical et psychologique. Rappelons Chamanov qui prône l'élimination de tout mâle tchéchène, les femmes demeurent les témoins « privilégiés » d'une nation qui pactise avec le président de notre chère patrie des chahids – ces femmes kamikazes qu'on se complaît à voir ici, voici celles qui donnent encore des raisons de croire et

Camp de Satsita, juin 2004

Elle est enceinte, probablement pas loin du terme. Devant l'énorme véhicule maculé de boue, celle qui arbore une robe rouge fleurie ne parvient pas à contenir ses larmes. Ses deux fils, sa fille et son mari s'acharnent à faire disparaître les ultimes traces de leur séjour dans la prairie. C'est peine perdue tant les vieilles planches agglomérées à la terre depuis cinq hivers se confondent avec le substrat.

Là, quelques briques; ici, un sommier, une baignoire pour bébé, les seuls biens qui n'ont pas encore été engloutis par l'imposant Kamaz, camion prêté aux familles par le service d'immigra-

tion pour vider les lieux. Ce même bureau officiel qui, le matin même, a fait mentir l'ordinateur en déclarant l'octroi d'un avoir de cinq mois de compensation humanitaire au lieu de dix-huit ! Alors que les autorités russes imposent la levée du dernier camp de réfugiés tchéchènes en Ingouchie, cette famille n'a d'autre choix que de retourner dans la Grozny dévastée pour intégrer un TAC, un « foyer » qui leur fera regretter jusqu'à ces sinistres campements. Désormais, tous leurs espoirs se dissipent dans les airs aussi sûrement que cette fumée nauséabonde qui s'élève des vestiges des tentes calcinées.

« J'avais 15 ans quand les soldats de Staline m'ont forcée à monter dans un convoi pour le Kazakhstan. Mon bonheur ? Quand je me réveille et que je vois que mes deux filles sont bien là, vivantes. »

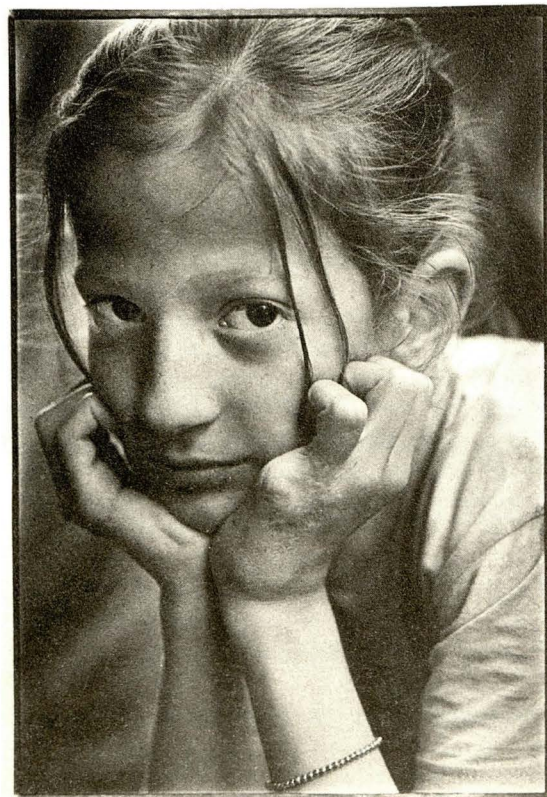
Azman



Zara

« Ma mère a toujours peur de ne pas nous retrouver quand elle revient de Grozny. Moi, j'aimerais simplement une petite maison pour dormir calmement. Pas un trésor... »

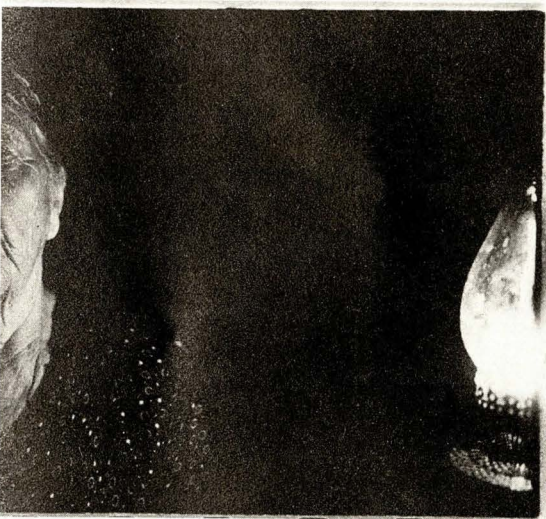
Petimat



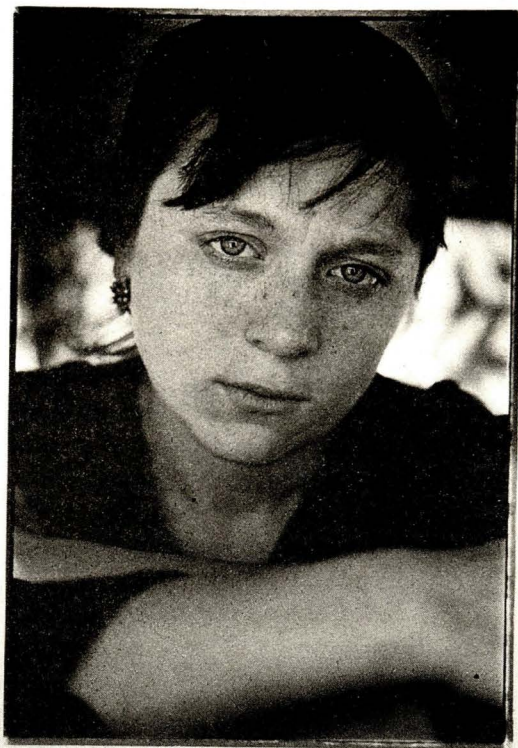
tchénie

frontière avec la Tchétchénie, en république d'Ingouchie.

des de la République voisine d'Ingouchie chaînes de télévision russes, que les es! Selon certaines sources humanitaires, dans des conditions de vie alarmantes, nous d'ailleurs l'injonction du général ène âgé de 12 à 60 ans. Dans ce contexte, reurs, inadmissibles pour une grande rie des Droits de l'homme. Aux antipodes à nous décrire dans quelques médias -, l'humanité dans ce conflit, ce génocide.



La chaleur devient écrasante. Quand on émerge de ces mornes étalles improvisées en lotissements, la lumière vient vous griffer le fond des orbites. Combien de cas de cécité à déplorer dans ces « terriers », dont le propriétaire préfère encaisser l'argent du loyer sans rétablir l'électricité? Où Lisa puise-t-elle la force de sourire? Dans les yeux de sa fille Aminat, à coup sûr.



« Mon beau-frère a disparu, il y a cinq ans. Ensuite, ma sœur a été abattue par des hommes cagoulés alors qu'elle ouvrait sa porte. Quand les miliciens sont arrivés, ils ont dû arracher Mohamad de la dépouille de sa mère. Aujourd'hui, il a 4 ans. Une pension pour l'orphelin a pu être obtenue moyennant un bakshish de 13 000 roubles. Mon mari a été retrouvé mort, mutilé, dans la forêt... On se resserre autour de ceux qui restent, même si ces conditions de vie insoutenables finissent par détériorer même les liens du sang »

Lisa

Il y a un an, son père fut enlevé par des soldats russes avec toutes les conséquences que cela implique. On est sans nouvelles depuis. Son frère a trouvé la mort sous les bombardements de 1999. Son beau-frère, fonctionnaire au ministère de la Justice, fut enlevé avec deux autres collègues.

L'histoire survenue à l'époux de Malika, en octobre 2002, n'est que trop classique.

À cinq heures du matin, six BTR (blindés transporteurs de troupes) font une halte devant leur maison. Le mari est emmené par les militaires cagoulés. On retrouvera son corps - salement abîmé - vers midi. Devant les plaintes de Malika, l'armée d'occupation invoque la légitime défense. Les plus cyniques diront qu'elle a de la chance qu'on ne lui réclame pas de rançon pour récupérer le corps, pratique courante chez les militaires russes.

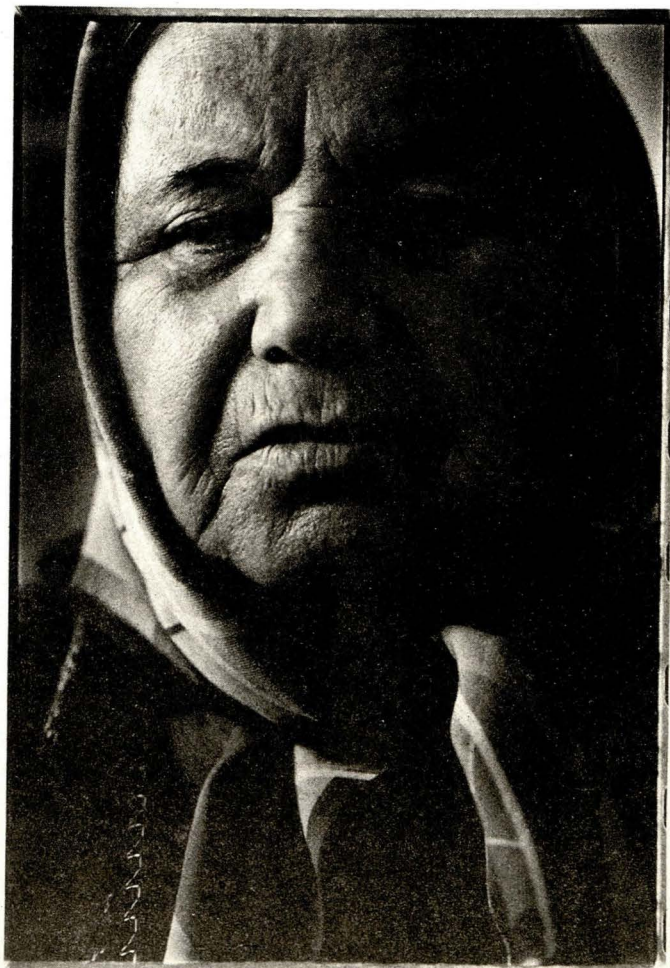
Il était chauffeur de transports en commun, sans accointance avec les boïvikis, les combattants tchéchènes.

Jaminat, leur dernière fille, n'a même pas connu son père.

« Au moment de l'enlèvement de mon mari, j'étais auprès de ma mère malade [cette guerre génère par ailleurs un nombre impressionnant de cancers dus aux conditions de vie ultra stressantes]. Si j'avais été chez nous, j'aurais essayé de les en empêcher. Ils m'auraient alors emmenée ou tuée sur place... Les morts enterrés, au moins, tu sais où ils sont, tu peux aller te recueillir sur leur tombe. Les autres sont comme des chiens morts, anonymes. »

(À propos de son père, de son mari et de son beau-frère.)

Tabarika



Malika

Le monde merveilleux de la restauration de luxe

SYMBOLE DE RAFFINEMENT et de luxe ou plus exactement de grande bourgeoisie s'empiffrant de petits fours, peu d'entre nous s'intéressent à ce milieu. Et, pourtant, derrière les fracs et les coupes de champagne, il y a les cuisiniers et les travailleurs qui œuvrent dans des conditions que même Ernest-Antoine Seillière n'oserait pas rêver. Faisons un état des lieux.

Des conditions de travail dignes du Moyen Âge

Dans une cuisine ordinaire, le plus important c'est que le client soit servi. Dans le luxe c'est pire. Tous les sacrifices sont bons au nom de cette perfection que l'on doit atteindre. Travail n'importe quel jour de la semaine (l'hôtellerie est l'un des rares secteurs à bénéficier d'une dérogation permanente pour travailler le dimanche), des horaires dépassant les 15, 16 heures par jour (j'ai moi-même travaillé dans certains restaurants où l'on commençait à 8 heures du matin pour finir à minuit sans pause), dans des conditions très dures : la chaleur pouvant dépasser les 30, 35 °C, pression énorme, rapidité de mise. Les pauses repas (légalement d'une demi-heure) sont souvent supprimées ou réduites au minimum ; il est interdit de quitter son poste pour quoi que ce soit (même pour aller aux toilettes) pendant le service ; il est interdit de boire (j'ai même connu des lieux où l'on fournissait de l'eau aux employés tout en expliquant qu'ils ne pouvaient en boire). Ajoutons que les heures supplémentaires, impossibles à refuser (si l'on

refuse une fois de travailler, le chef s'arrangera pour vous évincer), ne sont jamais payées : elles doivent être faites bénévolement au nom de l'amour du métier. Car c'est au nom de ça qu'on empêche les employés de se défendre : l'amour du métier. Tout employé qui se plaint montre qu'il n'aime pas son métier et donc ne mérite pas de le faire.

Un patronat de droit divin

L'ancienne devise des rois de France : « Car tel est mon bon plaisir » reflète parfaitement l'esprit d'un chef de cuisine. Appelé obligatoirement « chef » par tous ses employés (pas question de l'appeler monsieur ou par son nom), il règne en dieu dans sa cuisine. Paternalisme oblige, il fait semblant de s'intéresser à eux. Mais s'il décide que tel employé travaillera beaucoup plus, alors celui-ci devra le faire. S'il décide de changer ses jours de congé, impossible de protester.

Il peut également insulter ou publiquement humilier ses employés sans aucun problèmes ; il arrive même que certains chefs de cuisine frappent ou molestent leurs employés. Ceux-ci ne se défendent que rarement. Car la restauration de luxe est un petit milieu où tout se sait. Il est facile pour un chef de « couler » quelqu'un qui lui déplaît en appelant ses collègues. Tout comme ils usent d'intimidation afin de forcer les employés à s'en aller. Quant aux apprentis et aux stagiaires, ils vivent la même chose que les employés, en pire. Payés 25 % du SMIC, travaillant comme un employé normal, faisant toutes les merdes de la cuisine, ils sont dans l'incapacité totale de se défendre.

Souvent très jeunes, en échec scolaire, ils se battent pour obtenir une place dans des grandes maisons et supportent tout pour la garder (comme des déménagements de cave et des nettoyages de fosses septiques). Humiliés par les employés, qui trouvent là le moyen de reproduire le schéma chef-subordonné, ils sont souvent harcelés et frappés.

Un milieu réactionnaire, machiste et raciste

Petite recette : mélanger un patronat ultra autoritaire, un milieu qui se targue d'être le représentant de la France, et des conditions de travail impossibles, et vous obtenez le milieu

le plus réac qui soit. Que ce soient les réflexions racistes (je me souviens comme ça d'un cuisinier asiatique, travaillant depuis huit ans dans la même boîte et que tout le monde appelait le « niak » ou d'un copain noir qui me racontait les plaisanteries du genre : toi on t'as fait trop cuire) ou les actes (j'ai vu d'excellents serveurs refusés parce qu'ils s'appelaient Hassan au profit de blancs tout blonds absolument nuls), machistes : les cuisiniers tolèrent très mal les femmes en cuisine, et lorsqu'elles y sont les insultent, les méprisent et souvent les harcèlent. Quant à être homo, il ne faut même pas y songer, les cuisiniers feraient tout pour le virer.

Des syndicats inexistants

Les syndicats dans les milieux de luxe sont très rares. En effet, la restauration est un milieu « pré-taylorien ». Le chef a commencé comme apprenti : il ne comprend donc pas que ceux-ci puissent se plaindre et reproduit les schémas d'exploitation paternaliste que lui-même a vécu. Ressenti comme des empêchements d'exploiter en rond par les chefs, ceux-ci font tout pour en décourager l'implantation ; comme dans cette cuisine où une caméra censée surveiller un vestiaire était comme par hasard tournée vers le local syndical. Au nom de la gloire du métier, on doit tout accepter : les syndicalistes sont regardés comme des emmerdeurs.

Alors quelles possibilités de lutte ?

Malgré tout, ce milieu est en train de changer : par manque de personnel, les chefs doivent proposer des conditions de travail plus faciles. Ensuite les cuisiniers commencent à se lasser de leurs conditions de travail et apprennent à se défendre : la récente grève du Carlton à Cannes en témoigne, ainsi que, contre vents et marées, l'implantation de sections syndicales dans les grands restaurants, sections souvent frappantes par leur radicalisme. Fatigués de se faire exploiter sous toutes les coutures, la colère monte lentement chez les cuisiniers : gageons que dans dix ans, nous ferons grève et occuperons les palaces au moment où l'OMC y fera sa conférence !

Moko Mouse.



Les services publics

l'actualité



Jacques Langlois

LE CAPITAL GAGNE DU TERRAIN, car il n'a plus son adversaire soviétique et car la soi-disant gauche socialiste n'a plus de projet. L'idéologie libérale se répand, car elle est propagée par les « réservoirs de pensée », les médias, les gouvernements, les institutions internationales telles que le FMI, l'OMC, le G8, les lobbies. Le « consensus de Washington » règne : équilibre budgétaire, privatisations, ouverture des frontières, État minimum, internationalisation financière et économique. Mais derrière tous ces discours et pratiques se cachent tout simplement des intérêts car le capital cherche à compenser sa situation de baisse tendancielle du taux de profit dans le monde de la production.

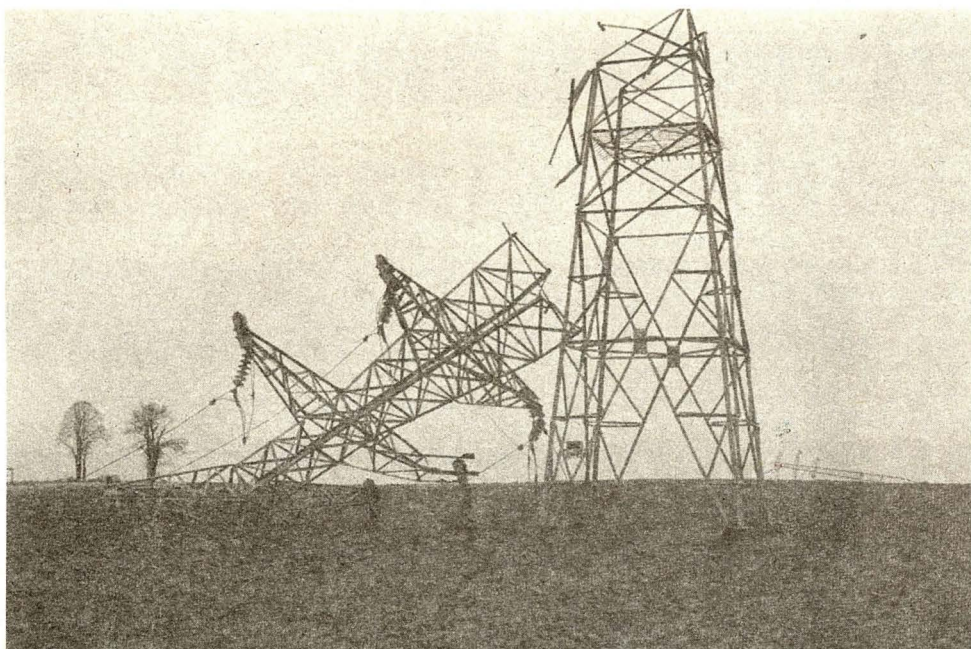
En effet, les marchés sont saturés, et la demande solvable stagne faute de revenus suffisants pour les peuples. Alors il faut monopoliser les marchés par l'achat ou l'absorption des concurrents, par le rapt des monopoles détenus par les services publics, par la fausse innovation et la détention de brevets. Il faut aussi dégraisser, flexibiliser, externaliser, soustraire, délocaliser pour améliorer le taux de profit. Il faut s'emparer des investissements publics déjà consentis en les offrant aux rentiers du capital.

Le capital financier mène la danse. Les fonds de pension exigent du 15 % de renta-

bilité. Cela ne peut se faire que par des plus-values sur titres, des baisses de charges, des tricheries comptables (voir Enron, WorldCom, Vivendi). Dans ce contexte tout est fait au profit de la « valeur actionnariale », donc de la propriété des titres boursiers prétendument représentative des entreprises. Alors, les services publics sont priés de disparaître. Cela rapporte du fric aux États impécunieux (vente plus soulte pour la sécurité sociale, 9 milliards d'euros pour EDF-GDF), cela permet de casser les syndicats plutôt encroûtés dans les services d'État, cela détruit l'idée qu'un service public puisse faire mieux que le privé, cela permet de les vendre en dessous de leur valeur réelle et en spoliant les contribuables et les usagers qui les ont financés. Cela fait les choux gras des banques et autres courtiers car ils encaissent de royales commissions lors des ventes de titres.

La destruction est générale. La Grande-Bretagne a inauguré la chose en Europe sous le règne de la Dame de fer avec l'électricité et le rail, qu'on a dû re-réguler ensuite. Le socialos français ont suivi in petto. Les « cures d'austérité » du FMI l'ont imposé dans tous les pays en difficulté (Brésil, Mexique, Argentine, CEI, etc.) au nom de l'idéologie libérale qui assure que seul le marché obtient l'affectation optimale des ressources. On l'a vu en Californie

Ce texte est la suite d'une première analyse paru dans le *Monde libertaire* du 28 octobre.



où une pénurie organisée par les producteurs d'électricité a obligé à re-réglementer.

La casse continue. France Télécom vient d'être privatisée en juillet 2004, alors que les gouvernants avaient juré que la part de l'État dans le capital ne descendrait pas en dessous de 51 %. C'était même inscrit dans la loi socialiste de changement du statut de l'entreprise ! Or, le 17 décembre 2003, une nouvelle loi a supprimé ce point-là. Le parcours de France Télécom préfigure celui que suivra EDF-GDF : ouverture du capital puis achats de concurrents (au plus fort de la bulle financière, donc au prix fort) sous la houlette de M. Bon, le mal nommé.

Puis la bulle spéculative se dégonfle en mars 2000. Énormes pertes dans la valeur des actifs trop surévalués lors des achats, 65 milliards d'euros de dette, 15 milliards de déficit, division de la valeur des actions par 4. On fait appel à Zorro, alias Thierry Breton : compression de personnel (moins 12 000 agents), ventes d'actifs à perte, mobilité des personnels, flexibilité, durcissement des méthodes commerciales, hausse des tarifs d'abonnement grâce au monopole du réseau de téléphonie fixe, appel à des sous-traitants de l'Est avec en prime délit de marchandage de main-d'œuvre payée au tarif dudit.

Les autoroutes sont privatisées pour que l'État puisse boucler son budget sans trop d'accroissement du déficit. Or, il était clair qu'à l'issue des concessions d'économie mixte, les autoroutes, payées par les usagers, deviendraient gratuites.

L'ANPE est mise en concurrence et fonctionne déjà sur le modèle privé du client et de la baisse des charges. Elle fait appel, dans ses propres locaux, à des boîtes privées « d'out placement » ! On va en revenir aux intermédiaires négriers de main-d'œuvre que le XIX^e siècle avait mis quatre-vingts ans à éliminer !

La Poste, de même que le Trésor public qui se « réorganise », va supprimer des quan-

tités de bureaux de poste dans les campagnes pour diminuer ses coûts. La Commission européenne l'ayant décidé, elle ne tardera pas à entrer en concurrence totale et à être privatisée. Tant pis s'il n'y a plus égalité de traitement entre les usagers et si la désertification du territoire s'accélère.

Le rail va pouvoir offrir ses infrastructures aux concurrents grâce à « l'accès des tiers au réseau », chose déjà réalisée à EDF et GDF.

L'hôpital fait de la saine gestion de ses activités sur la base de coûts standards par pathologie. Cela permettra d'éliminer les malades ayant plusieurs maladies ou une pathologie plus grave que la moyenne.

En effet, l'hôpital « bien géré » peut empocher la différence entre le coût standard et les dépenses moins élevées pour un patient peu atteint. L'hôpital, qui paiera les frais d'investissement, mettra ses moyens performants à la disposition des cliniques privées.

L'Éducation nationale voit ses effectifs de profs et d'agents (pions, service) diminuer. Les ATOS, mis dans les régions, seront par celles-ci rapidement mis en concurrence avec le privé ou fusionnés avec les autres fonctionnaires territoriaux.

Les concessions de service public au privé (eau, ordures ménagères, traitement des déchets) croissent car elles versent un droit d'entrée aux municipalités concédantes, ce qui est répercuté dans les tarifs.

On envisage même d'ouvrir cette voie aux prisons alors que ce sont déjà des investisseurs privés qui les construisent et les louent à la pénitentiaire ! La justice simplifie les procédures pour « gagner du temps » (plaider coupable par exemple) au détriment des garanties traditionnelles qu'avait le justiciable (audience publique et contradictoire, défense par un avocat) et se dote de juges au rabais avec les juges de proximité.

La médecine du travail voit ses moyens réduits, alors que les maladies professionnelles

augmentent : deux fois plus de patients à examiner par an et passage des visites à une tous les deux ans au lieu de une par an. L'Inspection du travail ne peut plus enquêter à la suite d'un accident du travail.

Le gouvernement veut supprimer 40 000 postes de fonctionnaire par an en ne remplaçant pas la moitié des départs à la retraite.

Bref, tout se transforme en marchandise et s'adonne aux logiques financières du privé, même les fonctions traditionnelles de l'État. Cela est accéléré par le fait que les gouvernements changent les règles du jeu, ce qui crée de nouvelles structures d'action qui forcent les services publics à gérer suivant la logique du marché. Ainsi la comptabilité a-t-elle été modifiée en faveur du patrimoine boursier (ce qui a facilité les truquages) sous la houlette d'un organisme de normalisation américain que l'Europe a suivi sans problème.

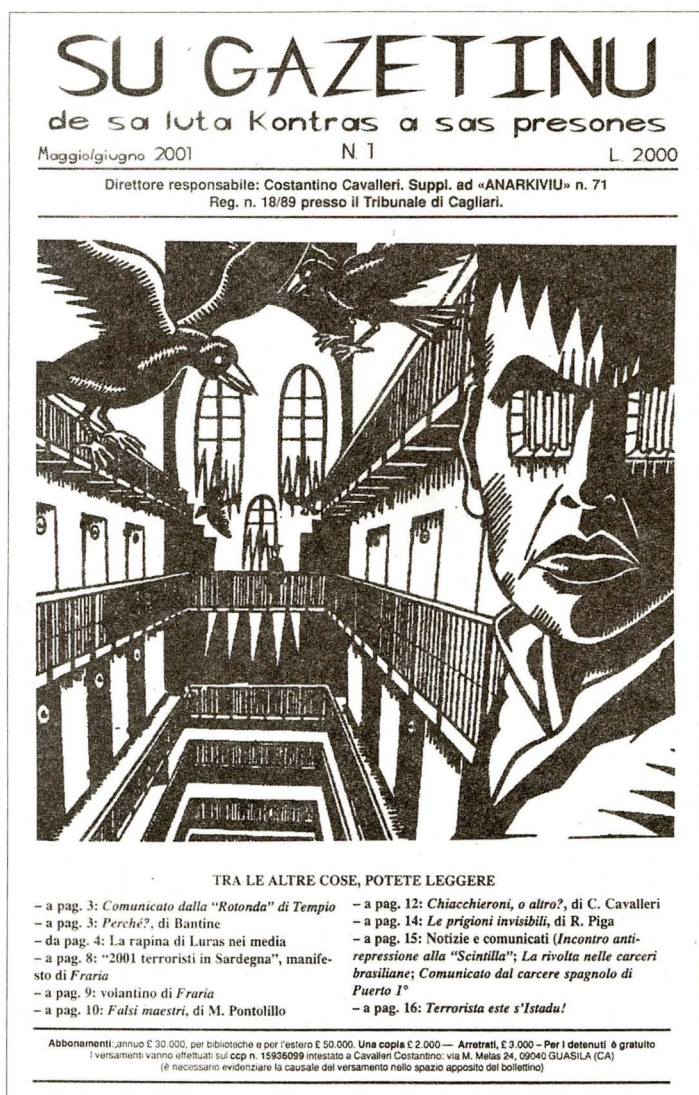
Et, tenez-vous bien, cet organe est d'obédience privée : les nouvelles règles du jeu, même dans un domaine par nature public, sont abandonnées au capital privé !

En réalité, la déréglementation, la « modernisation » ne sont qu'un renforcement et une création de règles favorables au capital financier et au libéralisme sans entraves. Dès lors (ou Delors...), quelle est la différence entre un service public géré suivant les méthodes de la concurrence privée et les entreprises privées ? Le résultat est le même, à la seule différence que le mouvement y est momentanément moins rapide.

On ne fait pas un flot de services publics dans un océan de capitalisme déchaîné... Dans une société convaincue, à commencer par ses dirigeants politiques et économiques, des bienfaits du marché pur, la justice ne saurait progresser. Au vol capitaliste, se joint la privatisation par le gouvernement et la justification de l'idéologie libérale par les experts et les médias. On en revient à « la triple alliance du trône, du coffre-fort et de l'autel ». J. L.

Sardaigne

Su gazetinu de sa luta kontras a sas presones Le journal de la lutte contre les prisons



LE JOURNAL EST NÉ du projet d'un ensemble d'individualités anarchistes sardes en référence à l'Arkiviu Bibrioteca (librairie anarchiste) T. Serra (de Tomaso Serra, anarchiste sarde ayant notamment combattu le franquisme en Espagne) avec comme ligne de mire, d'établir un contact direct, continu, avec les classes sociales sardes soumises en particulier à la répression et à l'oppression du pouvoir établi.

Le premier numéro de Su Gazetinu est sorti en février 2001 en tant que bimestriel et s'est maintenu pendant deux années (durant lesquelles différents hors-séries virent également le jour).

Ensuite, avec des tentatives de changements de rédaction de Guasila à Nuoro (petites bourgades de la Sardaigne), il y eut différents problèmes d'ordre organisationnel qui rendirent la périodicité du journal très incertaine pendant quelque temps. Aujourd'hui, le journal est toujours bimestriel et en est à son seizième numéro. Il comporte seize pages d'un format 19 x 29. Son tirage moyen, de 700 à 900 exemplaires, peut parfois aller à 2000. Sa diffusion est assurée essentiellement par des sympathisants du journal, en Italie mais surtout en Sardaigne. Sa rédaction est collégiale, composée de six personnes.

Une centaine de détenus reçoivent le journal dont les informations proviennent des détenus eux-mêmes, mais aussi de leurs familles et de leurs soutiens. Les envois aux

détenus ont été revus à la baisse pour des raisons financières, mais aussi parce que les détenus se passent le journal au sein du même établissement.

Ce qui caractérise le journal Su Gazetinu est le fait que les informations et les messages qu'il veut faire passer ne sont pas limités à ce qui arrive au sein du mouvement révolutionnaire en général, et en particulier dans le milieu anarchiste (arrestations, procès, etc.), ou à se montrer solidaires avec les seuls détenus anarchistes, mais plutôt d'approfondir les thématiques relatives à la répression sociale, à la fonction sociale de la prison et de pousser à la lutte pour obtenir non seulement de meilleures conditions de vie dans les prisons, mais aussi permettre la prise de conscience du lien réciproque entre le système pénitentiaire et le système social soignant libre.

Les moyens de lutte proposés sont ceux de l'action directe, de l'autogestion des luttes, du refus des compromis si des luttes revendicatives se mettent en place. Le but est toujours d'essayer que, pendant ces moments de lutte insurrectionnelle, grâce aux liens entre le dehors et le dedans, les prisonniers débattent et remettent en cause, en même temps que la prison, tout le système social qui l'a créée.

L'objectif du journal est de donner vie aux comités, associations ou autres structures des amis et parents des détenus. Aujourd'hui, on peut compter sur la collaboration de quelques avocats en Sardaigne et en

Italie, qui suivent soit les prisonniers individuellement, soit les actions des comités qui se constituent et qui agissent et fonctionnent le plus souvent de manière informelle, d'où le besoin de Su Gazetinu comme lien entre eux.

Un tel projet ne s'est pas improvisé dans la tête de quelques anarchistes sardes illuminés, mais plonge ses racines dans trente années d'activité sociale et culturelle que l'Arkiviu Bibrioteca a développée, en complète symbiose avec le monde prolétaire et sous-prolétaire sarde, dans l'optique de l'autodétermination des individus et des collectifs.

Pour tout contact, s'adresser au journal, via Buonarroti 2, 08100 Nuoro, Sardaigne, Italie. Courriel: <sugazetinu@caninet.org>.

Présentation réalisée par Manolo, FA de Lyon, en relation avec Costantino qui fait partie en Sardaigne de l'Arkiviu Bibrioteca, via Melas 24, 09040 Guasila, CA, Sardaigne.

Publicité et pédophilie



C'EST L'HISTOIRE d'une ethnologue. On gagne mal sa vie dans l'ethnologie. Alors, elle démarché les agences de publicité et de marketing. Parce que les menteurs de profession aiment utiliser des chercheurs de vérité de profession. On l'embauche. Elle étudiera les consommateurs. Pas n'importe lesquels. Les meilleurs. Les plus influençables: les enfants, de trois à douze ans. On veut augmenter les ventes de savon; on envoie l'ethnologue étudier les enfants dans la salle de bains. Ça prend du temps. D'abord, il faut des parents acceptant, pour 200, 300 dollars, et beaucoup de savon Poiluzémüçklé, qu'une dame passe quelques jours en compagnie de la petite dernière. Ensuite, gagner la confiance de la petite. Rapide, ça. Quelques jouets, quelques chocolats. La dame regarde la petite fille au bain. Elle reste dans la salle de bains quand la petite fille défèque (le marchand de savon vend aussi du papier hygiénique), elle observe. Elle remarque que cette petite fille joue avec les flacons vides de Poiluzémüçklé. Elle recommandera de rendre les flacons de Poiluzémüçklé mieux jouables par les enfants. Le marchand de savon crée alors le gel douche Prinçaiss (une tiare), le gel douche Poiluzémüçklé (un tank), et gagne des centaines de millions. C'est raconté dans le livre de M^{me} Schor *Born to Buy, the commercialized child and the new consumer culture*.

C'est l'histoire du GIA. Pas le GIA algérien. Non, la Girl Intelligence Agency. Le service d'espionnage de filles est une création d'une agence de « marketing viral ». Les consommateurs sont le corps à infecter (les publicitaires savent se décrire). Le GIA compte 40 000 affilées. Des « fillettes leaders ». Celles

que les autres imitent. Leur tâche est double; répondre souvent à des questionnaires sur les produits et les habitudes de leurs camarades, et d'autre part utiliser elles-mêmes et recommander ces produits. On leur enseigne à le faire sans susciter la méfiance des autres fillettes ou des parents. On ne dit pas « enseigner à mentir et à vendre l'amitié », on dit « aider à la maturation par l'attribution de responsabilité ». Avec ça leurs parents pensent qu'au lieu de maquereauter leurs filles, ils les éduquent.

Le GIA n'a pas le monopole du marketing viral. Utilisé par des dizaines d'agences, il rapporte des milliards.

C'est l'histoire de 12 000 écoles étran­glées par la politique américaine qui, pour dépenser moins, taille à la hache dans leurs budgets. Un malin a compris qu'il y avait un marché à proposer aux écoles: je vous donne du matériel vidéo gratuit, des caméras aux cassettes éducatives. En échange, par contrat, tous les enfants de l'école doivent regarder ma chaîne de télévision dix minutes par jour. En classe. « Channel One » est censée montrer huit minutes de non-publicité. Elle montre donc au moins deux minutes de publicité franche. Les huit minutes restantes sont bourrées de publicité rédactionnelle. Douze mille écoles. Le créateur de Channel One est riche.

C'est l'histoire d'une enseignante qui détestait acheter de quoi rendre ses cours vivants. Elle alla proposer aux agences de publicité d'écrire un « curriculum », c'est-à-dire le canevas d'une série de cours, en échange de documents, photos, graphiques, récits, cassettes vidéo, DVD, etc. pour les illustrer. Puis d'envoyer cela aux enseignants grats.

La dame, et à présent ses employés, gagne des millions à vendre ses « curriculum » bourrés de documents colorés, vivants, sur la Mcfrite, les bienfaits de l'oxyde de carbone, les corn flakes et marshmallows, la sécurité de l'industrie nucléaire, etc.

C'est l'histoire de l'enquête de Schor auprès d'enfants et de familles d'un quartier chic et d'un quartier moins chic, sur les liens entre l'obsession consommatrice chez les enfants (avoir pour seul but à l'âge adulte de gagner beaucoup d'argent, penser qu'il est indispensable de porter certaines marques pour gagner l'estime des autres, passer trois, cinq, six heures par jour devant la télévision, n'aimer que la fast food, etc.) et les problèmes psychologiques. Le résultat terrifie. Séguéla répondra; son échantillon n'est que de cinq cents enfants. Séguéla va financer des études sur des milliers d'enfants, qui prouveront que la fast food fait maigrir, que 17 000 meurtres par an à la télévision créeront une génération d'objecteurs de conscience, que la dictature des marques renforce la confiance en soi, le bonheur et la sociabilité.

C'est l'histoire d'une société dont le culte de la voiture a chassé les enfants hors des rues, les a emprisonnés à la maison. Et en a chassé les adultes, contraints de trop travailler. Qui donc a livré les enfants à la télévision, aux jeux vidéo, à la fast food. Qui permet que l'on étudie leur psychologie dans le seul but de leur vendre graisse, vanité, violence, et qu'on les pousse à considérer leurs amis et leurs camarades comme des moyens de gagner de l'argent. Est-ce l'histoire de notre avenir?

Nestor Potkine

Le droit à la mort



AVANT D'OUVRIR CE LIVRE, j'ai buté sur le titre, en grommelant : il m'a paru un peu racoleur, le *Droit à la mort*. Qu'est-ce que la notion de droit venait bien faire en la matière ? Autant que je me souviens, je constate que ceux de mes amis qui ont choisi, encore jeunes et la tête non embrumée par la maladie, de passer de la vie au néant l'ont fait sans quémander l'autorisation de personne. Du droit, ils n'ont eu que faire... D'autres, piégés par une mortelle maladie, non attendue, pour abrégé des souffrances inutiles, ont sollicité de leurs proches un coup de main final qu'ils ne pouvaient plus se donner à eux-mêmes. Suicide, assistance au suicidé, euthanasie (l'assassinat, c'est encore autre chose)... Du droit, là encore, nous ne nous en sommes nullement préoccupés, et nous nous plaisons toujours à ignorer une loi de 1987 qui interdirait toute information sur les moyens de se donner la mort.

Naguère, en d'autres domaines comme la vasectomie, le refus d'obéissance militaire (et j'en passe), tous actes autrefois délictueux, et maintenant encore avec les faucheurs d'OGM, nous n'avons jamais pensé, au moment d'agir, à nous abriter sous le parapluie du droit. La légitimité que l'on s'accorde à soi-même, par le passage à l'acte, par une désobéissance ouverte aux lois, désobéissance civile ou civique, par l'action directe, etc. suffit... De même pour l'avortement et la contraception qui exigent pourtant des moyens institutionnels que nous nous garderons de mépriser ; car dans la société actuelle, les droits conquis par la lutte et maintenus par la lutte ne sont pas à négliger.

Mais, pour mourir volontairement, et en pleine possession de nos moyens intellectuels, nous n'avons que faire du droit. La pensée jusque-là tout à fait radicale de Claude Guillon serait-elle en train de se social-démocratiser ?

Non ! il fait le point, il récapitule, il collationne, comme il en a pris le pli ; avec précision, quasiment exhaustif ; ses fiches du déroulement de l'action sont sans défaut.

Rappelons que *Suicide, mode d'emploi*, publié en 1982 et écrit avec Yves Le Bonniec, connut un grand succès sans pour autant dépeupler la planète. 100 000 personnes l'achetèrent, il fut traduit en six langues.

Mais, en 1995, le parquet obtenait l'interdiction et la condamnation de l'éditeur Alain Moreau. Nous voulons penser que le livre fut condamné pour un seul chapitre, le Xe, qui donnait des renseignements et des listes de médicaments pour mourir facilement et en douceur. Ces indications étant maintenant

plus ou moins caduques, on trouvera, sans plus de difficulté, tout ça sur Internet. Des petits malins en font commerce.

Je n'ai pas lu *Suicide, mode d'emploi*, et ne suis sûrement pas le seul militant dans ce cas. Manque de curiosité ?

Il faut dire que lorsqu'on a eu la mort au cul à peine né et que, sans désespérer, la Dame noire au baiser sans lèvres s'est affichée en permanence à vos côtés, demander le droit de dormir dans son lit ne vient pas si aisément à l'idée. On l'évite poliment, sans pour autant qu'elle perde la face. Sauf grosse fatigue, sauf conditions exceptionnelles et dramatiques, l'envie de s'étendre sur sa couche peut attendre. « Vivre » a d'abord été le mot d'ordre. Pas vivre n'importe comment, bien sûr, mais vivre, aimer, créer et militer...

Ce qui prend quasiment toutes les heures du jour et distraît l'esprit d'autres préoccupations. Car le temps manque toujours. Mais on sait que la Dame est plutôt patiente, elle a l'habitude d'attendre... et que son heure viendra, inexorablement. Alors ?

Alors il y a qu'on veut y mettre les formes. De même que nous cherchons à ne pas vivre n'importe comment, nous voulons donner un sens à cette vie qui n'en a peut-être aucun (c'est notre façon à nous de nous tenir debout). De même nous voulons donner des formes à notre mort.

Il existe des gens qui militent pour le droit de mourir dans la dignité, et ce droit commence à être reconnu dans d'autres pays et le sera un jour dans le nôtre. Mais il ne s'agit pas là du droit de mourir tout court car ce droit-là ne se demande pas, il se prend.

Vous qui aviez raté le coche de *Suicide*, consolez-vous : vous trouverez dans ce nouveau livre l'essentiel du premier et quelques passages supplémentaires, excepté ce fameux chapitre X avec la « recette » à Berthelot, le bouillon d'onze heures assuré « aller simple ».

Ainsi, Claude nous conte avec force détails les aventures judiciaires d'un bouquin interdit, tous les événements qui ont accompagné le parcours d'un livre à scandale, les réactions bonnes ou mauvaises des lecteurs, les procès et arguties des juges, ce qu'en ont dit les journaux, les revues, et aussi les menaces proférées par certains, les comportements des journalistes qui voulaient à tout prix des photos des deux « coupables ». Claude me reprochera de n'en pas dire plus, mais son histoire est fourmillante jusqu'à plus soif...

André Bernard

Claude Guillon, *Le Droit à la mort*, « *Suicide, mode d'emploi* », ses lecteurs et ses juges, éditions Hors Commerce, 2004, 368 p., 17,90 euros.

Ouvrières sur les planches

« Je sais qu'elles sont loin d'avoir tout dit, qu'elles bouillonnent d'impatience et de colères rentrées. Je sais qu'en femmes honnêtes qu'elles sont, elles se sont efforcées, comme leurs mères et grand-mères avant elles, de ne pas lever la voix plus qu'il ne fallait, de taire les douleurs les plus aiguës et les humiliations les plus crues, les insultes, les injures, les indignités grossières, les découragements lancinants, les envies de mourir, les ruptures, les brisures (et les maux bleus, ceux qu'on peut dire avec les yeux) mais que maintenant que le plus dur est fait, elles ne vont plus se laisser faire. »

Ricardo Montserrat, préface aux Mains bleues

TOUT COMMENCE EN 1998 lorsque le géant du jean, Levi's, veut délocaliser sa production en Turquie et fermer l'usine de La Bassée (Nord). Au terme d'un long conflit, en mars 1999, l'usine ferme quand même ses portes, et 541 ouvrières se trouvent licenciées.

S'ensuit le chômage pour ces femmes et ce que les institutions ne savent que proposer face à la détresse: un atelier d'écriture. On devrait en rire ou en pleurer. Il se trouve que, cette fois, l'atelier semble une réussite. Ces femmes, « que le conflit a grandi », s'en emparent. Vingt-cinq de ces licenciées arrivent à écrire leur vie. Un livre, *les Mains bleues* paraît.¹

Pendant ce temps, le metteur en scène Bruno Lajara, qui a envie de parler du monde du travail, entre en contact avec elles. Ce qui donne, en mars 2001, la création de la pièce *501 Blues*. C'est un succès. Comme si cette parole ouvrière arrivait au bon moment.

Elles sont cinq sur scène (Catherine Routier, Brigitte Nowak, Thérèse Flouquet, Dominique Boulert et Patricia Hugot) et jouent la pièce plus de soixante-dix fois à travers toute la France (des petites salles jusqu'au Zénith) devant un public toujours au rendez-vous, bouleversé par leur énergie, leur histoire, leur présence et la justesse de leur jeu. S'ajoutent à cela des débats sur le « théâtre du réel », sur cette aventure artistique et humaine hors du commun, de longs reportages, des émissions à la radio et à la télé, de multiples rencontres, etc. Comme si c'était la gloire, le statut de star. Et pourtant...

En septembre 2003, les comédiennes répètent dans les ateliers de Culture commune pour l'ultime saison du spectacle. Mais ça ne va pas. Les dates de représentation se sont espacées et, si les comédiennes ont obtenu quelques petits rôles pour le petit et le grand écran, ça ne suffit pas pour en vivre. En tant qu'intermittentes du spectacle, elles ne touchent plus que 55 centimes d'euro par jour des Assedic.

Refusant la précarité, Catherine quitte le théâtre et trouve un travail en tant qu'employée de mairie. Elle dira plus tard qu'elle ne

voulait pas devenir comédienne, qu'elle voulait juste témoigner.

Pour les quatre restantes, et pour le metteur en scène, ce sont des discussions et des bilans. « Au lieu de répéter, on se remémorait les éternels souvenirs de l'atelier, les doutes sur l'avenir, dit Bruno Lajara. Mais, en même temps, on sentait que l'envie de dire était intacte. Si elles ont changé, le monde aussi a changé. Leur conte de fée moderne n'a pas empêché d'autres usines de fermer et de délocaliser. L'idée, ça a été de reprendre la route avec une forme plus légère, plus mobile. Juste elles et les gens, comme un « après-spectacle ». Expérimenter encore et toujours. Un spectacle comme une discussion sur le bord du comptoir, comme une fin de repas de famille. »

Dans cette nouvelle création, *Après coups (conversations)*², Dominique, Thérèse, Patricia et Brigitte viennent se parler et nous parler d'elles-mêmes d'abord, de façon assez intime, de leurs pères aussi, de la mine, des coronas, de la silicose, etc. Elles s'emparent de textes qu'elles intériorisent et interprètent. Il y a des extraits de films aussi (Pialat, Truffaut, Eisenstein), un document sur l'usine Lever qui ferme, et puis, comme une cassure, la reprise d'un texte résolument anarchiste sur le refus du travail, qui critique le travail salarié et qui propose un autre futur. Alors, ce qui était comme une suite de *501 Blues*, se transforme en questionnements forts sur « l'après ». Brigitte dit que quoi qu'il en soit, elle ne retournera jamais à l'usine, on pense au film *la Reprise* où en 1968, une jeune femme refusait de retourner à l'usine après les grèves. Les autres ajoutent qu'elles voudraient continuer le théâtre, car elles éprouvent un vrai plaisir à être sur scène, qu'elles voudraient qu'on parle d'elles comme comédiennes et non pas comme des « ex-Levi's ».

Se mêlant à ces propos, une discussion vidéo entre les metteurs en scène Bruno Lajara et Guy Allouche pose des questions sur le théâtre, sur le statut de ces femmes qu'on a encensées et qu'on oublie. Bruno Lajara reconnaît qu'il n'a même pas aidé à ce qu'elles

soient reconnues et qu'elles s'en sortent. Ce à quoi Guy Allouche répond: « Quelle est cette société dans laquelle pour s'en sortir, il faut se renier, renier d'où l'on vient et qui l'on a été? »

C'est aussi un questionnement sur le statut de l'artiste. Faut-il se plier aux valeurs bourgeoises? Faut-il que l'artiste soit coupé de la vie et se retrouve dans une tour d'ivoire?

Après le spectacle et peut-être parce qu'elles sont comédiennes ET ouvrières, la discussion est franche et sympathique, comme avec des copines ou des collègues de travail. Thérèse, avec des yeux qui pétillent, réaffirme qu'elle veut vraiment continuer sur cette voie, qu'elle se sent bien sur les planches. Patricia se pose des questions car elle aussi voudrait continuer mais que la retraite est loin et qu'il faudra continuer à cotiser. Dominique, elle, dit qu'elle refuse de mettre en balance ces trois années intenses qu'elles viennent de vivre, avec leur vie d'avant qui avait aussi des moments d'intensité. « De toute façon, on ne gomme pas vingt ou trente années d'usine, ajoute Patricia. » Elles parlent aussi de leur vie de tous les jours, de leur famille, de leur mari qui les poussent. Enfin, toutes quatre reconnaissent que cette expérience les a changées, les a enrichies et leur a apporté une autre perception du monde.

Bruno Lajara est plus pessimiste disant qu'il veut faire un théâtre « social » mais que le théâtre n'est que le fournisseur de spectacles qu'utilisent les politiques. Il faut pourtant que ce type de théâtre (mais aussi littérature, cinéma, musique, etc.) se multiplie, que des paroles ouvrières se fassent entendre pour, en alternative à la vision capitaliste du monde, montrer que nous avons des valeurs et une culture communes et un autre monde à construire.

Jean-Pierre Levaray

1. *Les Mains bleues*, Éditions Sansonnet, 71, rue de Rivoli 59800 Lille

2. *Après coups* tourne actuellement dans la région Nord-Pas-de-Calais et devrait tourner en France en 2005.

le sexisme violence quotidienne

**Manifestation contre
les violences faites aux femmes,
le samedi 27 novembre
à 14 heures, place de la Bastille.**

Des constats communs

Dans le monde entier, bien qu'à des échelles différentes et sous des formes très diverses, les femmes vivent une oppression spécifique liée au seul fait d'être femmes. Cette situation résulte d'un système social archaïque et pourtant encore en vigueur qui organise la domination politique, économique, culturelle, sexuelle et sociale des hommes sur les femmes: le patriarcat. Initialement défini comme un régime social dans lequel le pouvoir est transmis de père en fils et où l'autorité du père est prépondérante dans la famille, le patriarcat se manifeste à travers les rapports entre individus d'une société par des pratiques de domination légitimées dont le but est de soumettre les femmes. Le patriarcat est omniprésent, il impose son ordre et ses normes.

Les actes de violence à l'encontre des femmes sont des conséquences de l'inégalité liée au patriarcat. Ces violences sont multiformes: coups, sévices sexuels, mutilations génitales, mariages forcés, menaces, chantages, violences domestiques, incestes, harcèlements sexuels et moraux, exploitation et marchandisation des corps (publicité, prostitution, pornographie), contraception interdite, inaccessible ou imposée, stérilisations et IVG forcées, meurtres.

Non à l'exploitation de l'homme par l'homme, non à l'exploitation des femmes par des hommes!

Le patriarcat ne connaît pas de frontières

La marchandisation du corps des femmes et des fillettes liée à la prostitution et au tourisme sexuel rapporte plus que le trafic de drogue ou d'armes!

La mondialisation du patriarcat, c'est aussi le travail des femmes dans les « sweatshops », hangars immenses voués à l'industrie, où les femmes gagnent des salaires de misère dans des conditions de travail proche de l'esclavagisme.

On retrouve aussi ses conséquences dans les infanticides perpétrés dans certains pays où il est considéré comme une vraie malédiction d'avoir un enfant de sexe féminin.

Dans d'autres pays, pour exercer un contrôle terrifiant sur le corps des femmes, on

pratique l'infibulation et/ou l'ablation du clitoris qui a pour conséquence de rendre extrêmement douloureux tout rapport sexuel pour les femmes.

Le patriarcat est présent dans toutes les sphères et toutes les classes sociales et le capitalisme s'en sert sans vergogne!

En France, les femmes sont payées 19,5 % de moins que les hommes dont 13 % ne sont justifiés par aucune autre différence que le sexe.

Les femmes représentent 60 % des chômeurs et 80 % des travailleurs à temps partiel, et souvent ne l'ont pas choisi.

Dans les hôpitaux, il est encore difficile de pratiquer une IVG, entre moyens insuffisants, regards suspicieux et commandos fascistes.

Une grande part des violences faites aux femmes et aux filles l'est dans la sphère familiale ou proche. En France, 41 % des viols sont commis sur des filles de moins de quinze ans, et 74 % d'entre elles connaissent leur agresseur. Ce dernier n'est majoritairement pas un marginal dégénéré mais un homme ordinaire, parfaitement intégré à la société.

Au moins deux millions d'hommes en France battent leur compagne et, chaque année, 300 à 400 d'entre elles sont assassinées; 48 000 viols sont aussi déclarés chaque année; combien sont tus?

L'État réprime et les religions oppriment!

Les lois étatiques imposent le mariage comme condition du droit au séjour ou d'une régularisation.

L'exigence du maintien de la vie commune pour la délivrance ou le renouvellement des titres de séjour pose des problèmes en cas de séparation, de violence conjugale, permet des abus de la part du mari et place les femmes en situation de dépendance.

Les lois religieuses dépossèdent les femmes d'elles-mêmes: elles imposent selon les religions, de se voiler, de rester vierge, de ne pas avorter, de ne pas avoir de rapports sexuels extra-conjugaux, elles condamnent de manière permanente l'IVG et la contraception, justifient la lapidation des femmes adultères, ou imposent la charia interdisant toutes

pratiques culturelles, toutes relations affectives en public, toute vie sociale et politique. Le voile islamique (comme la mantille ou le chapeau il n'y a pas si longtemps dans les églises catholiques) est utilisé comme objet symbolique de la soumission des femmes; l'excision, comme mutilation définitive, en est l'expression la plus irréversible et la plus violente.

De la nécessité d'une transformation libertaire et révolutionnaire de la société

Une loi ne servira à rien si les bases morales et économiques de la société qui génèrent et justifient l'oppression et la violence patriarcale ne sont pas renversées.

On ne peut que regretter l'évolution d'une partie du mouvement des femmes vers un féminisme institutionnel, réclamant aux puissants des lois illusoire comme la parité, l'égalité professionnelle, et être dubitatif devant l'application insatisfaisante des lois sur l'avortement ou la contraception.

C'est par la réalisation de la véritable égalité économique et sociale de tous les individus, que pourront régresser les violences machistes.

Ces objectifs ne pourront aboutir que si dans les milieux associatif, syndical, familial et professionnel, nous savons reconnaître et lutter contre toutes les formes d'inégalité.

C'est par la construction de rapports humains, individuels et collectifs, reposant sur le respect de chaque personne, quels que soient sa situation familiale ou matrimoniale et ses choix liés à la sexualité.

Seule la construction d'un rapport de force, s'appuyant sur des pratiques d'autogestion des luttes, d'action directe, de grève générale, de modes d'organisation alternatifs, etc., et non dans les parlements et les tribunaux, qu'une véritable alternative crédible au système capitaliste, patriarcal, religieux et étatique pourra voir le jour.

Pour une véritable égalité sociale et économique entre les individus, luttons contre le patriarcat et le capitalisme!

Fédération anarchiste

Présentation de la Cristallerie

LA CRISTALLERIE EST UN ESPACE CULTUREL, un espace de rencontre, d'échange et de don, un espace d'habitation, où vont se dérouler des activités et des ateliers, un infokiosk.

Pourquoi l'autogestion :

Pour que chacun et chacune puisse prendre des initiatives, pour favoriser l'autonomie et la démocratie (directe) et pour retrouver davantage le contrôle de nos vies. L'auto-organisation est un fonctionnement interne basé sur des règles de vie simples et respectueuses de chacune et chacun, choisies par toutes et tous, et modifiables. L'autogestion est une alternative égalitaire à la société de consommation avec ses conséquences que nous connaissons : sur l'environnement, la précarité, la répression, etc.

Pourquoi l'occupation de ce lieu :

Parce que cet ancien atelier d'art est un lieu de création, abandonné par la ville de Nancy qui n'a aucun projet à court ou long terme, pour celui-ci. Pour développer un lieu de culture populaire et véritablement accessible à toutes et tous sur Nancy sans intermédiaires ni marchandisation. Pour être acteur du processus culturel dans son intégralité (de la création à la diffusion). Dans ce lieu seront donc organisés des ateliers et des activités ouverts à toutes et tous, pour des échanges favorisant les liens sociaux, le partage des connaissances, l'entraide, l'expérimentation d'autres modes d'organisation et de vie ici et maintenant.

Pourquoi l'habitation :

Face aux problèmes de l'urbanisation moderne, surtout sa marchandisation, à la parcelisation de nos existences, nous souhaitons retrouver une certaine unité et trouver des solutions qui s'appuient sur le collectif.

Ce qu'il va s'y passer :

Des soirées : concerts, théâtre, expos, vidéo-projections, débats, contes, repas de quartier, etc. Des ateliers : vélo (bricolage, réparation), informatique libre (Linux.), peinture, danse. Un infokiosk.

Un espace de gratuité.

Une cuisine collective.

Une coopérative d'achat de produits végétaux/végétaliens, bios et locaux.

Si vous avez des idées, des envies, des projets, n'hésitez pas à contacter le collectif, à venir nous voir, pour démarrer de nouvelles activités.

La Cristallerie s'ouvre pour que chacune et chacun puisse s'emparer de ce qui se passe ou de ce qu'il/elle aurait envie qu'il se passe dans sa ville.

Un tel espace ne peut exister que par l'initiative et l'investissement personnel des gens qui participent aux activités et à la vie du lieu. Il n'est pas un lieu de « consommation alternative ». Ne soyons pas passifs mais actifs !

La Cristallerie
86, boulevard Jean-Jaurès
54000 Nancy
cristallerie@altern.org

Nancy

Ouverture de la Cristallerie



Le rendez-vous était fixé à 20 heures, place Maginot, à Nancy le vendredi 29 octobre 2004. Le but, l'ouverture d'un espace culturel autogéré. Destination : surprise ! Une centaine de personnes ont participé à la manifestation et ont pris possession des lieux : les ateliers Emile-Gallé (verrier, céramiste et ébéniste représentant de l'école de Nancy, Art nouveau). Convertis en lycée technique, puis laissés à l'abandon, ces locaux sont le cadre idéal pour un espace alternatif : une cinquantaine de pièces, des ateliers, une cave, une terrasse, une cour, des garages. La soirée s'est ensuite déroulée dans une ambiance festive et militante. En tout, 300 personnes sont venues soutenir la Cristallerie et participer à cette première soirée.

Les jours suivants ont permis de s'organiser et de préparer la suite des événements. Cependant les autorités et la Mairie sont sur les dents. Les flics et les RG sont venus se renseigner et ont pris des photos. Une plainte aurait été déposée. Le risque

d'expulsion est également à craindre. La solidarité est donc de mise. Une souscription est ouverte pour soutenir les efforts du collectif. Vous pouvez envoyer vos dons, à l'ordre du CESL, au CRES, 76, rue Léonard-Bourcier 54000 Nancy (indiquez souscription Cristallerie au dos). Nous nous chargerons ensuite de les transmettre. Du matériel est également recherché ; une liste est disponible sur le site du groupe Marée Noire (<http://maree-noire.info>) en attendant de la mettre en ligne sur le futur site de la Cristallerie.

La survie de la Cristallerie dépend de la mobilisation et de l'investissement de chacun. Elle représente une tentative de prise de contrôle de nos propres vies, en étant nous-même les acteurs de notre émancipation.

Pour que personne ne pense, parle, agisse, à notre place, soutenons la Cristallerie ! Longue vie à la Cristallerie !

Groupe Marée noire

Jeudi 11 novembre

Gentioux (Creuse)

Le groupe Arthur Lehning de la FA appelle à manifester notre hostilité à toutes les guerres et toutes les armées à 10 heures autour du monument de Gentioux. À midi, repas des partageux, à la salle polyvalente de Gentioux.

Tours

Rassemblement contre la guerre et toutes les armées, à 10 heures, Place de la Résistance, appelé par Alternative libertaire, le Collectif libertaire de Touraine, la LCR, Sud-PTT, Sud-Rail, Sud Étudiant.e.s...

Vendredi 12 novembre

Paris 11^e

Lancement de la nouvelle revue *Love Pirates* avec le groupe de musique les C-Rubines. L'occasion de découvrir une revue LGBT haute en couleurs, à l'image de ses deux créatrices G. Borremans et C. Bailly. À 19 heures à la librairie Violette and Co, 102, rue de Charonne, M^o Charonne.

Samedi 13 novembre

Paris 11^e

Débat à la librairie Quilombo: Palestine, la campagne contre le mur de l'apartheid, co-organisé par l'AFPS et la plate-forme des ONG pour la Palestine. Au Cicp, 21 ter, rue Voltaire, M^o Nation, à 20 heures.

Saint-Brieuc

Débat public sur la décroissance. À partir de 15 heures, le groupe Jean Souvenance de la FA invite J.-P. Tertrais (*Du développement à la décroissance...* parueaux Éditions du Monde Libertaire).

Le tout à la coopérative la Gambille, 10, rue de Robien.

Chambéry-le-Haut

Le groupe Acratie de la FA participe au Forum social local: un premier débat sur l'IVG et la contraception co-animé avec Femmes solidaires à 10 heures au Centre socioculturel des Combes; puis un débat sur les lois sécuritaires et le contrôle social à 17h30 au Centre social Pugnet.

Dimanche 14 novembre

Paris 11^e

Journée de solidarité avec les communes autonomes zapatistes pour les vingt ans de la création de l'EZLN et les dix ans du soulèvement indigène au Chiapas. Débat et projections autour de la sortie du livre *EZLN: 20 et 10, Le Feu et la Parole* de Gloria Munoz Ramirez, en présence de l'auteure. Au Cicp, 21 ter, rue Voltaire, M^o Nation, de 16 à 22 heures.

Mardi 16 novembre

Paris 1^{er}

CQFD en procès! Venez à l'audience à la 17^e Chambre du TGI de Paris à 14 heures.

Mercredi 17 novembre

Nîmes

Rencontre sociale et libertaire: RMI-RMA, la précarité organisée. À 20h30 à la Cantina, 4, rue Graverol. Organisée par la CNT, la FA et No Pasaran.

Jeudi 18 novembre

Nîmes

Les Bistanciaques en concert à 20h30 à la Cantina, 4, rue Graverol.

Radio libertaire

Jeudi 11 novembre

Entre chiens et loups: de 20h30 à 22 heures, Kantaro, plasticien argentin travaillant en France, à l'occasion d'une expo de son travail à l'hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, (Paris 8^e, métro Saint-Georges), expo organisée par la fondation nationale des arts graphiques et plastiques.

Vendredi 12 novembre

Enjoy polar: de 12 heures à 13 heures, émission consacrée à la mémoire et à la culture du quartier de Pigalle, avec comme invité le journaliste Patrice Bollon pour Pigalle, le roman noir de Paris (Éditions Hoëbeke).

Offensive: de 21 heures à 22h30, l'émission de l'OLS sera consacrée aux déchets nucléaires ou la descente aux enfers.

Samedi 13 novembre

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, EZLN: 20 et 10, le feu et la parole de Gloria Munoz Ramirez aux Éditions Nautilus avec l'auteure. Puis Anatomie Bousculaire, trio rock féminin.

Lundi 15 novembre

Ondes de choc: de 16 heures à 18 heures, Marc Perrone pour son dernier disque *Son éphémère passion*, Régis Jauffret pour *L'enfance est un rêve d'enfant* chez Verticale, David Murray pour *The Gwo-Ka Masters* et Bernard Lavilliers pour *Carnets de bord*.

Mercredi 17 novembre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, blues blanc, Fleetwood Mac, Peter Green.

89.4 MHz
en région parisienne
et ailleurs sur Internet

Est-ce bien la sardine
qui bouche le port
de **Marseille**?

Le groupe de la Fédération anarchiste de Marseille tient une permanence tous les mardis de 15 heures à 18 heures à Mille babords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille. Un téléphone-fax: 0491507604, et un mail: <contact@fa-marseille.fr.eu.org>.

agenda

L'ENCEINTE VIERGE

Dans les cités, les bidonvilles
Le pape bénit la pauvreté
Ça passe le temps, ça tient tranquille
Ceux qui n'ont plus rien à becqu'ter
Et puis, le très Saint-Père a dit
De faire des gosses, même séropos
Ils iront tous au Paradis
D'façons ici, y'a pas de boulot
Refrain :

Oh dis, Monsieur, qu'est-ce-c'qui s'pass'rait
Si la Sainte Vierge elle avortait
Sans l'Paradis, ce serait p'têt mieux
S'te plaît fais-moi rêver un peu...

Partout on crève, mais c'est une chance
Et puis faut bien s'faire une raison
Au moins, ça limite les naissances
Sans cette damnée contraception
Bien sûr les viols font une moyenne
Faut s'résigner, surtout rien dire
Que naissent les gosses de la haine
Pourvu qu'ils soient faits sans plaisir
(refrain)

On parle de vice et de péchés,
Et on excise des gamines
Pourvu qu'il y ait frigidité,
On peut pas dire qu'ce soit un crime
Mais c'n'est pas non plus de l'esclavage
Puisqu'elles ont le droit d'prier Dieu
Dans les liens sacrés du mariage
Si ça fait mal, qu'elles ferment les yeux
(refrain)

Faire des mômes, c'est pas un loisir
Faut qu'les mères pondent sans conviction
Mais si elles peuvent pas les nourrir
C'est plus prévu par la r'ligion
D'façons, elles n'ont qu'à se laisser faire
Et se soumettre au testament
Se montrer dignes de leurs ovaires
Et s'laisser engrosser sagement
(refrain)

Ceux qui ont d'la moralité
Montent des gangs, des commandos
Pour faire naître ceux qu'ils vont taxer
Plus tard d'être des enfants d'salauds
Les bien-pensants les bonnes chrétiennes
Vont s'occuper d'ces petites garces
Le temps qu'éclosent leurs mauvaises graines
Qu'on oublie après à la Dass...
(refrain)

Ils se protègent sous leur tonsure
Et revendiquent leurs p'tites calottes
Sans doute que pour eux c'est plus sûr
Que d'nous laisser mettre des capotes
Pas la peine d'avoir son certif
Pour nous faire docilement gober
Qu'Satan est séropositif
Comme tous ceux qui l'ont bien cherché !
(refrain)

Le seul virus qui soit bien vu
C'est l'église, c'est la religion
Fais gaffe à toi si tu l'as plus
On t'pardonne mal ta guérison
Ces malades-là sont sanctifiés
Au ciel y'a plus d'phase terminale
Et Martyr, c'est bien mieux payé
Que d'crever seul à l'hôpital

Oh dis, Monsieur, qu'est-ce-c'qui s'pass'rait
Si la Sainte Vierge, elle avortait ?
Sans l'Paradis, ce s'rait p'têt mieux
S'te plaît, fais-moi rêver un peu
Hé ! dis Monsieur, je te crois pas
T'oublie qu'aujourd'hui, c'est dimanche
Jamais la Vierge n'avortera
On la faite Sainte, pas faiseuse d'anges... !

Paroles et musique : Agnès Bihl.



photo Flavie Girbal